LA FRANCE DU CHÔMAGE
1 MILLION 500 000 DANS LES FILES D'ATTENTE

Lire en p.12

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 7 JUIN 1977
N° 466 1,70 F

Commission Paritaire 56 942

EXPLOITATION DES RICHESSES OU TENTATIVES DE COLONISER LA MER

(VOIR P. 2)

REIMS : 10 000 MANIFESTANTS

COLERE POPULAIRE
CONTRE L'ATTENTAT FASCISTE

Au moment où est officiellement confirmé le décès de Pierre Maître après une agonie de vingt-quatre heures à l'hôpital de Reims, la bourgeoisie annonce que les cinq auteurs de l'attentat fasciste de dimanche matin contre le piquet de grève aux portes des Verreries de Reims ont été identifiés, mis sous les verrous et inculpés. Deux d'entre eux seront poursuivis pour homicide volontaire, les trois autres pour tentative de meurtre.

Il n'aura donc pas fallu plus de vingt-quatre heures à la police pour arrêter les cinq agresseurs qui se révèlent être tous membres de l'officine patronale CFT et quelques uns —dit-on également— membres du SAC, bande d'hommes de main dont on connaît les liens qui l'unisse aux partis de la droite au pouvoir.

La promptitude avec laquelle la bourgeoisie a mis ces assassins sous les verrous tient aussi à l'intense et massif mouvement de colère qui s'est élevé parmi les travailleurs rémois et parmi le peuple travailleur dans tout le pays, sitôt connue la nouvelle du coup de force meurtrier contre trois des ouvriers grévistes des Verreries de Reims.

Cette colère populaire n'a pas manqué de se manifester au cours de la grève générale appelée hier après-midi dans tout le département.

Mais, alors que le gouvernement, le patronat et les partis de droite voudraient donner le signal de l'«apaisement» par l'arrestation et l'inculpation des auteurs du crime, la conjugaison troublante des propos gouvernementaux, patronaux et des parlementaires locaux de droite laisse penser tout au contraire qu'elle persiste dans sa tentative de faire porter la responsabilité de l'affrontement sur les grévistes eux-mêmes et sur leurs organisations syndicales.

C'est l'Union patronale de Reims qui veut voir comme causes de l'attentat fasciste *«les méthodes contraignantes en usage dans certains syndicats, qui s'opposent en particulier à la liberté individuelle du travail»*... C'est Beullac, le ministre du Travail, qui avertit sentencieusement que le *«non-respect des règles en matière de relations sociales conduisent aux excès de toutes sortes»*. C'est enfin le député RPR Falala qui affirme rejeter *«toutes les provocations d'où qu'elles viennent»*. Ce concert de propos réactionnaires est encore plus troublant si on le rapporte à ce que disait le préfet de la Marne pour «justifier» l'intervention brutale des gardes mobiles, mercredi dernier aux VMC : *«Si les forces de l'ordre ont usé de la violence pour repousser les grévistes, c'est que ceux-ci les avaient attaqués»*.

(SUITE P. 5)

Pierre Maître : il est décédé hier, victime d'assassins de la CFT; il sera vengé.

Nouvelle constitution de l'URSS

LÉGALISATION DU FASCISME SOVIÉTIQUE

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P. 6)

Le jour des élections au Maroc

Le F. POLISARIO occupe les gisements de phosphates

(LIRE NOS INFORMATIONS EN P. 7)

Roth (Strasbourg)

LES OUVRIERS RÉINSTALLENT LES PIQUETS DE GRÈVE

(Lire notre article en p.4)

APRÈS LES DÉMISSIONS D'ARON ET DE D'ORMESSON,

Hersant seul maître à bord du *«Figaro»*

Voir p.3

44 égoutiers (sur 400) intoxiqués en un an à Lyon

7 ÉGOUTIERS INTOXIQUÉS À LYON

(LIRE NOS INFORMATIONS EN P. 9)

OCÉANS : L'EXPLOITATION DES RICHESSES
ou les tentatives de coloniser la mer

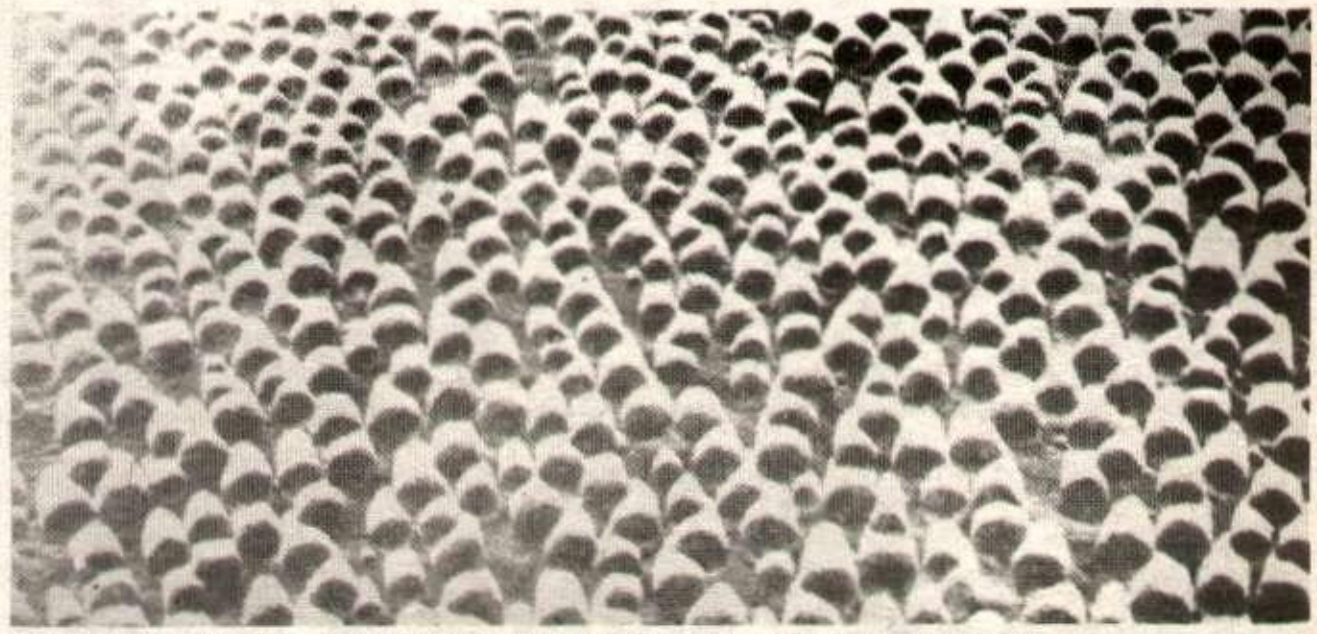
Les ressources des océans

Par Frédéric ARNOUX

2e partie

Les océans renferment les ressources minérales les plus variées : celles-ci, contenues dans leur masse, sont déposées sur leur sol et présentes dans leur sous-sol.

Lors de la dernière session de la conférence des Nations Unies sur les droits de la mer, en septembre 1976, les pays du Tiers Monde, tous unis contre l'attitude hégémonique des superpuissances, avaient défendu le principe selon lequel les fonds marins internationaux et leurs ressources sont une propriété commune de l'humanité. Mais les superpuissances ne se résignent pas à abandonner leurs privilèges dans l'exploitation des mers.



Sur le fond du pacifique, l'on trouve de véritables «champs» de nodules. C'est cette abondance qui suscite les convoitises des super-puissances et leur attitude hégémonique quant à la législation des droits de la mer.

Les superpuissances revendiquent une prétendue liberté en haute mer qui serait en quelque sorte, pour elles, un dédommagement de l'extension des eaux territoriales de tous les pays. Revendiquant *«la liberté en haute mer»*, et également *«la liberté de recherche scientifique»*, les superpuissances sont avides de jouir des richesses des fonds marins qu'elles pilleront pour satisfaire leur volonté d'hégémonie.

A l'heure actuelle, les pays hautement industrialisés orientent leur recherche vers l'exploitation des dépôts profonds des nodules polymétalliques. A un moindre degré, il y a également l'exploitation des sables et graviers marins.

LES SABLES ET GRAVIERS MARINS

Sur les plateaux continentaux, les gisements meubles de sables et de graviers répondaient aux besoins actuels des industries de la construction et des travaux publics. L'exploitation de ces gisements marins tend à se substituer à celle des réserves terrestres qui ne sont pas inépuisables. Mais cette exploitation comporte de nombreux risques et en particulier celui de perturber le milieu marin. Une exploitation plus intensive ne pourra se faire que précédée d'études biologiques fort précises.

LES NODULES POLYMÉTALLIQUES L'ENJEU LE PLUS IMPORTANT DE L'EXPLOITATION MINIERE SOUS MARINE

Les nodules sont surtout abondants sur les fonds du Pacifique au-delà de 2 000 mètres. Les deux principaux composants de ces nodules sont le manganèse (24%) et le fer (10 à 14%). Mais, ils contiennent également d'autres métaux non ferreux : le nickel, le cuivre, le cobalt... D'où l'importance économique de ces nodules pour les superpuissances. Les États Unis, par exemple, se trouvent dans l'obligation d'importer la quasi-totalité de leur consommation de nickel (84%), de cobalt (92%) et, à un moindre niveau, de cuivre (19%).

Les nodules sont les minéraux marins les plus susceptibles d'être exploités de façon industrielle à moyen terme. Et, si actuellement, aucune exploitation n'est encore entreprise, la «course» aux nodules est d'ores et déjà lancée.

Américains, Soviétiques, Allemands, Japonais, Canadiens et Français effectuent actuellement des recherches portant à la fois sur les conditions de gisement des nodules minéralisés et sur la technologie du ramassage.

CONSÉQUENCES DE L'EXPLOITATION DES NODULES POUR LES PAYS DU TIERS MONDE

Les pays du Tiers Monde, dont les exportations reposent en partie sur des minerais métalliques, risquent de voir leur économie perturbée par l'arrivée sur le marché du cuivre, du nickel et du cobalt des océans.

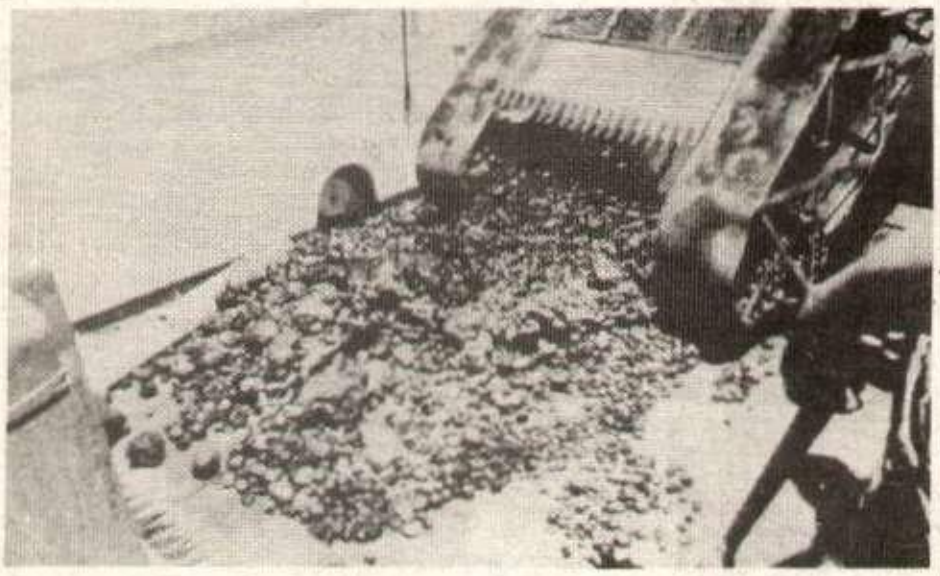
Prenons l'exemple du Zaïre, pays ayant une forte production de minerais métalliques et de cuivre. Cette production est le soutien des exportations du Zaïre. L'Europe est son principal client.

Il en va de même pour la Zambie dont les exportations reposent essentiellement sur le minerai de cuivre.

Certains prétendront que les quantités de minerais métalliques et de cuivre tirées des océans ne seront pas énormes et que donc, hormis pour quelques pays du Tiers Monde, il n'y aura pas de bouleversement dans les échanges internationaux. Mais il est dangereux de sous-estime ce problème. Et les pays du Tiers Monde ne s'y sont pas trompés, lors de la dernière session de la Conférence sur le droit de la mer. Ils ont combattu dans la solidarité, se témoignant une compréhension mutuelle et en se prêtant aide et soutien pour déjouer les visées des superpuissances.

Les superpuissances ont déjà reculé sur les zones économiques de 200 milles. Bien sûr, la politique du fait accompli joue encore son rôle. Mais, les pays du Tiers Monde sont convaincus que les superpuissances peuvent reculer devant leur juste lutte.

LES TECHNIQUES DE RAMASSAGE DES NODULES



Deux méthodes pour le ramassage des nodules sont actuellement au stade de l'expérimentation.

La première est l'aspiration des nodules au fond par l'intermédiaire d'une gigantesque suceuse qui les remonte en surface. Ce procédé est d'origine américaine.

La deuxième technique, mise au point par un groupe de sociétés internationales est une méthode mécanique de récupération des nodules, le système de drague à godet, expérimentée dans le Pacifique dès 1970.

Un système de dragage à deux navires, susceptible de remonter 300 tonnes de nodules par jour, est en train d'être mis au point par le CNEXO (Centre National pour l'Exploitation des Océans).

Les moyens de ramassage aujourd'hui sont encore limités. Il est prévu qu'au début du ramassage profond, le taux de récupération ne sera pas très supérieur à 20%. Mais l'exploitation des nodules va aller en s'accroissant. L'intérêt des grandes puissances qui disposent des moyens techniques nécessaires, est de faire trainer la mise en place d'une législation précise pour pratiquer le plus longtemps possible la politique du fait accompli.

Si les pays capitalistes et plus particulièrement les superpuissances se retrouvent unis sur le principe du pillage des pays du Tiers Monde, leur unité au niveau de l'exploitation des nodules est loin d'être faite. Cinq consortiums pour l'exploitation des nodules existent à ce jour dans le monde, dont un est français.

L'enjeu des nodules

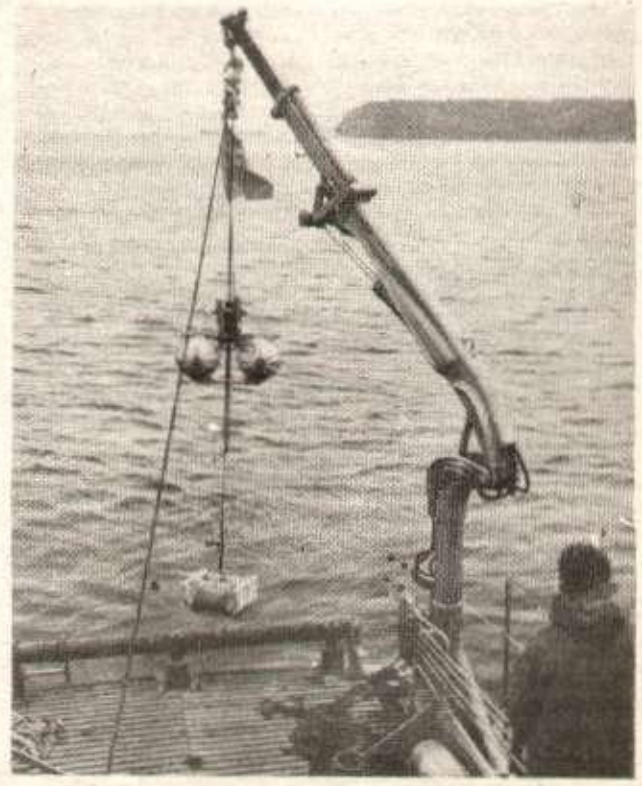
L'enjeu de la compétition internationale dans ce domaine est d'importance car, selon les experts, les stocks des grands fonds représentent, au taux de consommation actuelle :

—6 000 ans de consommation mondiale de cuivre,
—150 000 ans pour le nickel,
—400 000 ans pour le manganèse.

L'exploitation des nodules n'est considérée rentable que si les pourcentages du contenu de ces nodules, en nickel, est de 1 à 2%, en cuivre, de 1 à 1,5%, en cobalt, de 1%.

La rentabilité serait obtenue si un million de tonnes de nodules pouvait fournir 3 000 tonnes de cobalt, 30 000 tonnes de nickel et de cuivre, 280 000 tonnes de manganèse.

Pour être exploitable, chaque unité d'exploitation devra avoir une capacité d'au minimum 1 million de tonnes de nodules par ans et, de préférence, 3 millions de tonnes.



POLITIQUE

Après les démissions d'Aron et de d'Ormesson :

HERSANT, SEUL MAITRE A BORD DU FIGARO

Vendredi dans l'après midi, Raymond Aron, directeur politique du *«Figaro»* annonçait publiquement son départ du journal, attendu depuis quelque temps. Hier matin, Jean d'Ormesson, directeur général rendait à son tour public son départ, à la première page du journal. On attend également la démission de Frossard, qui y fait depuis des années un «billet» quotidien, et celle de Faizant, le dessinateur qui occupait généralement la première page. Ces derniers départs, qui viennent après des dizaines d'autres, signent la phase finale de l'agonie d'une certaine presse bourgeoise : celle qui s'était mise en place au lendemain de la libération.

Désormais, ce que tout le monde disait, soupçonnait ou savait s'étale au grand jour : «Le Figaro», grand journal de la droite, n'a plus qu'un maître, Robert Hersant. Le processus commence voici deux ans, quand il achetait le titre à Prouvost, en déposant deux valises pleines de billets de banque sur son bureau est achevé. C'est le même qui a fait de Robert Hersant, le maître absolu d'une série de journaux de province, qui l'a conduit à devenir celui de «Paris-Normandie», et qui fait dire à Aron : *«que la même personne veuille à la fois être propriétaire, gestionnaire d'un groupe, directeur politique du principal journal, éditorialiste de celui-ci et candidat aux élections, cet amalgame de fonctions en une seule personne me paraît, dans la France d'aujourd'hui inacceptable pour l'opinion».* Ce que d'Ormesson confirme à sa manière en écrivant : *«Les pouvoirs que je détenais seuls risquaient de s'amenuiser jusqu'à ne devenir qu'une fiction».*

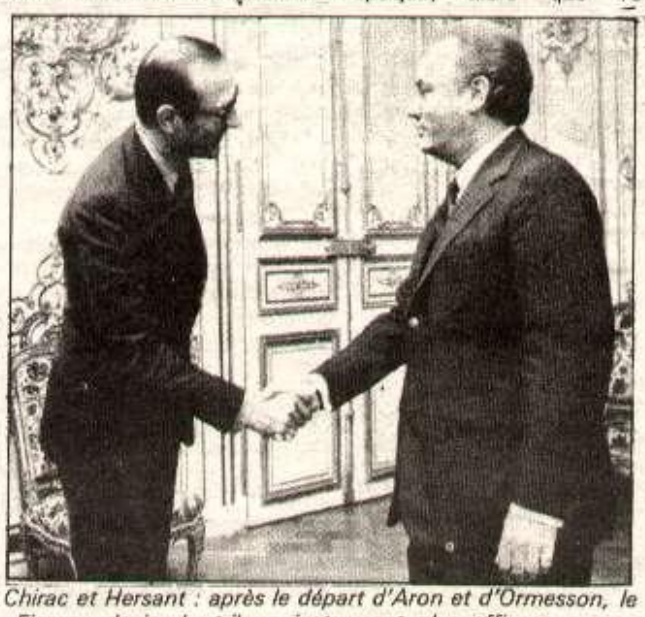
Ce qui disparaît ainsi, c'est l'illusion d'indépendance, entretenue par de nombreux journalistes des années durant. *«Avec le capital, mais indépendamment de lui»*, disait Pierre Brisson, ancien responsable du «Figaro». Ainsi allait la presse : Prouvost, patron de «La Lainière», propriétaire du journal, consacrait à «Paris-Match» et autres hebdomadaires ses démangeaisons d'homme de presse : il laissait aux professionnels le soin de faire marcher cette entreprise autrement délicate qu'était la rédaction d'un quotidien. Non pas indépendance vis-à-vis du capital en général : un grand journal de droite comme «Le Figaro» n'a jamais cessé de servir fidèlement les intérêts de sa classe. Mais marge de manœuvres par rapport à un patron individuel, qui détenait la propriété du journal : voilà ce que la nouvelle gestion, manière Hersant, est venue remettre en cause.

Dans ce processus, il y a eu plusieurs étapes : d'abord, l'achat du journal lui-même ; il a suffi, d'emblée, à déclencher une vague de départs chez les rédacteurs, qui ont fait jouer la *«clause de conscience»*. Puis, remaniement du directoire : en octobre 76, déjà, d'Ormesson, Aron et Marchetti en étaient éliminés. Yann Clerc, resonsable du syndicat CGC, l'instrument du patron dans la rédaction, Boussemart et Grimaldi, *«hommes-liges»* d'Hersant, selon les termes de Périer Daville, ancien président de la société des rédacteurs, prenaient leurs places. Cette fois-ci, Aron et d'Ormesson se trouvent expulsés des postes qu'ils continuaient quand même à occuper.

Sur les pouvoirs réels qu'Hersant s'arroge désormais au «Figaro», d'Ormesson essaie de ruser, affirmant : *«Robert Hersant n'a jamais exercé la moindre pression sur la liberté d'écriture des journalistes du «Figaro»*. Aron, lui, est plus net : *«les directives d'Hersant à la rédaction (pas à moi) nous venaient par des voies indirectes. J'apprenais après coup le recrutement de tel ou tel commentateur politique important, la nomination de telle ou telle personne à la tête d'un service»*. Tour à tour, les deux démissionnaires d'aujourd'hui tentent de justifier leur attitude favorable à l'achat du journal par Hersant, en 75. Mais, alors que de nombreux journalistes s'étaient mis en grève à l'époque, alors que 79 d'entre eux démissionnaient, il sera difficile aux deux hommes de faire oublier la collaboration qui a été la leur pendant deux ans.

A quelles opérations politiques, désormais, «Le Figaro» va-t-il être voué ? On a prétendu que Giscard aurait personnellement demandé à d'Ormesson de rester : n'aurait-il pas cherché ainsi à préserver un certain équilibre que le journal réussissait de moins en moins bien à maintenir à l'égard des diverses composantes de la «majorité» ? Le *«commentateur politique important»* recruté par Hersant n'est-il pas Maffert, ancien responsable de presse du cabinet de Chirac ? Et on se souvient que Marie France Garaud, personnage en vue de l'entourage du président du RPR, avait joué un rôle actif pour favoriser la percée d'Hersant dans la presse parisienne. C'était du temps où Chirac était premier ministre...

Jean LERMET



Chirac et Hersant : après le départ d'Aron et d'Ormesson, le «Figaro» deviendra-t-il un instrument plus efficace encore du RPR ?

HERSANT : Les publications du groupe

QUOTIDIENS : Centre-Presse (résultant de la fusion de douze quotidiens locaux achetés entre 1958 et 1960 : 135 000 exemplaires.

L'Eclair (Nantes) (1960)	25 000
La liberté du Morbihan (63)	17 000
France-Antilles (64)	17 000
Nord-Matin (67)	113 000
Le Havre-Presse (69)	20 000
La Nouvelle République des Pyrénées (70)	18 000
Paris-Normandie (72)	160 000
Nord-Eclair (75)	98 000
Le Figaro (75)	400 000
France-Soir (75)	712 000

Soit au total un million sept cent mille exemplaires par jour : le sixième de la presse quotidienne française.

Périodiques locaux :
L'Action Républicaine (Dreux), bihebdomadaire, qui a absorbé trois autres journaux.
L'Indépendant Honfleurais, hebdomadaire.
Le Progrès du Littoral (Dives-sur-Mer), hebdomadaire et huit autre périodiques à diffusion locale achetés en Normandie.

Presse spécialisée :
L'Auto-Journal, Sport-Auto, Virage-Auto, les Cahiers du Yatchir.j, la Revue Nationale de la Chasse, la Pêche et les Poissons, Adam, la Bonne cuisine, Votre Magazine-Tricot, Market, le Guide des Syndicats d'Initiative.

PS avant la rénégociation

«PAS D'ILLUSION»

Après les déclarations de Marchais, dimanche, qui annonçait clairement sa volonté d'être ferme dans ses positions lors de la prochaine réunion sur la renégociation du programme commun, jeudi prochain, c'est au tour de la tendance majoritaire du PS d'affirmer les siennes.

Mitterrand, fermement décidé à ne pas céder, notamment sur l'élargissement des nationalisations, a tenu à rassurer les «indifférents» : *«Nos adversaires sont aussi les bienvenus comme ils continueront à l'être dans la société dont nous aurons la charge. La société que nous allons construire apportera la garantie des droits fondamentaux. Nous protègerons les droits de nos adversaires comme nous protègerions les nôtres.»*

Rocard, quant à lui, a tenu de détruire les «illusions» que certains montrent à l'égard de la gauche : *«Dès son arrivée au pouvoir, la gauche corrigera les injustices les plus criantes, (mais) il ne faut pas créer dans l'opinion des illusions trompeuses.»* Les illusions en question, ne serait-ce pas, par exemple, le chiffrage du PCF ? Car, poursuit Rocard, *«l'héritage de la droite sera si grave qu'il nous faudra établir un plan avec des échéances à moyen et long terme. Nous savons pouvoir compter sur les travailleurs».* De la même façon, Bérégovoy, secrétaire national du parti socialiste, a déclaré dimanche à Épinal que *«l'actualisation du programme commun ne toucherait pas à l'essentiel».* Et enfin, Delors, affirme de son côté : *«Les socialistes donneront aux travailleurs la possibilité d'un véritable dialogue social par la loi, mais le plus souvent par la négociation.»*

Cette avalanche de déclarations laisse présager une réunion houleuse, jeudi prochain. Mais pour cela, Mitterrand devra tenter de limiter les discordes internes du PS, notamment avec le CERES, proche des positions du PCF. Aussi, le premier secrétaire du PS déclare-t-il à ses militants : *«Je vous propose de laisser de côté les disputes inutiles, de regarder droit devant nous qui est l'adversaire, qui il faut combattre.»*

«Primaires» ?

Tour à tour, deux responsables du RPR, Sanguinetti et Messmer, ont réclamé que leur formation présente partout des candidats aux prochaines élections législatives, *«tout en recherchant»* a dit Messmer, *«les accords nécessaires avec les autres mouvements de la majorité».* Si les ex-gaullistes ne sont pas forcément décidés à se compter ainsi partout, c'est en tout cas une menace qu'ils peuvent continuer à susprendre sur la tête des autres partis de la «majorité».

Refrain

«La majorité ne saurait se limiter à une coalition électorale : elle doit proposer aux Français des perspectives d'avenir face au programme commun». C'est ce que Soisson, président du parti giscardien, le PR, a encore répété : il s'agit toujours d'essayer d'obliger Chirac à accepter un programme commun de la «majorité», dont il ne veut pas entendre parler.

Repentir

«Je me refuserai à transformer la CGC en courroie de transmission d'un parti politique ou d'un bloc politique». Yvan Charpentié, président de la confédération des cadres, qui a prononcé ces mots, a probablement oublié l'opération des *«groupes initiative et responsabilité»*, dans laquelle il a cherché à entrainer son mouvement, et qui était plus ou moins patronnée par Chirac.

Juillet officiellement conseiller politique !

Chirac a nommé un nouveau membre au conseil politique du RPR. Il s'agit de Pierre Juillet ; c'est une vieille connaissance à lui. Ancien collaborateur de Pompidou, il n'est pas étranger à la carrière politique de Chirac. Il en serait un des principaux instigateurs. Eminence grise de l'UDR, il avait été nommé «conseiller auprès du premier ministre» en mars 76. Depuis, il est l'ombre de Chirac, dont il est le conseiller personnel. Ce n'est donc pas un inconnu dans le RPR.

L'État major CGT et le programme commun : «un appui sûr» pour qui ?

La direction de la CGT va bientôt publier un numéro spécial du «Peuple», donnant ses positions sur les questions politiques, sociales, et économiques. Dans le numéro de cette semaine de la «Vie Ouvrière», Henri Krasucki en donne un aperçu : *«Je voudrais souligner que l'indépendance de l'organisation syndicale revêt une importance de principe considérable pour aujourd'hui et pour demain. Composante nécessaire de la gauche et du mouvement populaire dans son ensemble, la CGT entend l'être avec son originalité d'organisation syndicale, avec son autonomie de jugement et sa liberté d'action dans sa mission de défense des intérêts des travailleurs. Cet esprit en fera, pour un gouvernement de gauche, un appui responsable et exigent, mais sûr».* Cette publication, intervenant au moment où le programme commun se renégocie, ressemble fort à un avertissement supplémentaire du PCF au PS !

Beullac et la souplesse d'une loi

Beullac, devant des membres du Centre des jeunes dirigeants de Compiègne, n'y est pas allé par quatre chemins ; il a encouragé les jeunes patrons à trouver de moyens «propres» et discrets pour licencier : *«...Les licenciements sont rendus parfois difficiles par les conventions collectives signées dans des périodes de plein emploi. Il faut aussi que vous sachiez que la loi fournit des possibilités beaucoup plus souples que l'on ne croit en matière de contrat à durée déterminée et d'emploi temporaire» !!!*

10 millions :
Pour nos ennemis, ce n'est rien
Pour nous, c'est beaucoup
Souscrivez pour le Quotidien

LUTTES OUVRIÈRES

Roth (Strasbourg)

Les ouvriers réinstallent les piquets de grève

Jeudi manifestation et «tribunal populaire»

Hier matin encore, de bonne heure, les ouvriers de Roth étaient massés aux abords de l'usine, comme depuis trois jours, 24 heures sur 24, depuis que la direction avait fait appel aux flics pour les déloger. Mais peu après, la situation a rapidement évolué.

Un peu plus tard dans la matinée, estimant certainement les travailleurs démobilisés la direction tentait une nouvelle manœuvre en envoyant à tous une lettre individuelle où elle leur enjoignait de reprendre le travail. La riposte ne s'est pas faite attendre, les travailleurs bloquant immédiatement les deux portes principales avec des piquets. Les contremaîtres, au nombre d'une trentaine, tentaient alors de faire pression sur certaines ouvrières en leur demandant de signer une lettre dans laquelle elles auraient demandé à reprendre le travail ! La direction peu sûr des résultats de sa tentative, proposait en échange que les trois jours de grève effectués seraient intégralement payés ! Seules quelques rares ouvrières accepteront.

C'était le premier échec de la matinée pour le patron. Le second prendre effet quand les flics, sur ordre de la direction, seront invités à évacuer l'usine. Celle-ci n'est désormais plus occupée par les CRS. Les travailleurs prenaient alors rapidement place aux différentes entrées !

Parallèlement et forts de ce premier recul, les travailleurs viennent de mettre en branle un plan de combat pour cette semaine : faisant suite à la fête populaire qu'ils ont organisée avant-hier soir devant l'usine et qui a réuni des centaines de travailleurs, jeudi vont avoir lieu deux initiatives importantes : une manifestation massive qui sera suivie de la tenue d'un *«tribunal populaire»* où sera fait le procès de Roth, entreprise où les conditions de travail qui y règnent sont intenables.

Corr. Strasbourg

Balayeurs du métro

La direction s'oppose à toutes les revendications

Nouvelle réunion ce matin

Il y avait beaucoup de monde à l'assemblée générale d'hier, vers midi. Près d'un millier de balayeurs étaient présents. Vers une heure de l'après midi, devait avoir lieu le vote. Nul doute que les grévistes reconduiront leur mouvement commencée mardi dernier. La situation d'hier matin les y encourage : en effet, la réunion qu'a dû accepter la direction de la RATP avec le syndicat CFDT et qui s'est tenue hier matin, n'a bien évidemment rien donné. Quant à la rencontre avec l'inspecteur du travail, qu'en est-il ressorti ? Celui-ci a proposé de tout faire pour demander à la direction de la RATP d'accepter une nouvelle entrevue. Celle-ci devait avoir lieu, à condition qu'elle soit acceptée, soit hier soir ou ce matin.

Il est douteux qu'il en ressorte quelque chose de beaucoup plus concret surtout quand on sait que c'est hier matin, qu'arrivaient à expiration les promesses de la RATP de ne pas embaucher de jaunes pendant le week-end.

A moins qu'elle n'arrive à imposer quelques miettes, chose très improbable, les travailleurs doivent s'attendre à ce que la RATP réédite ses tentatives de briser la grève, tentatives qui samedi, on s'en souvient ont pris la tournure de menaces armées.

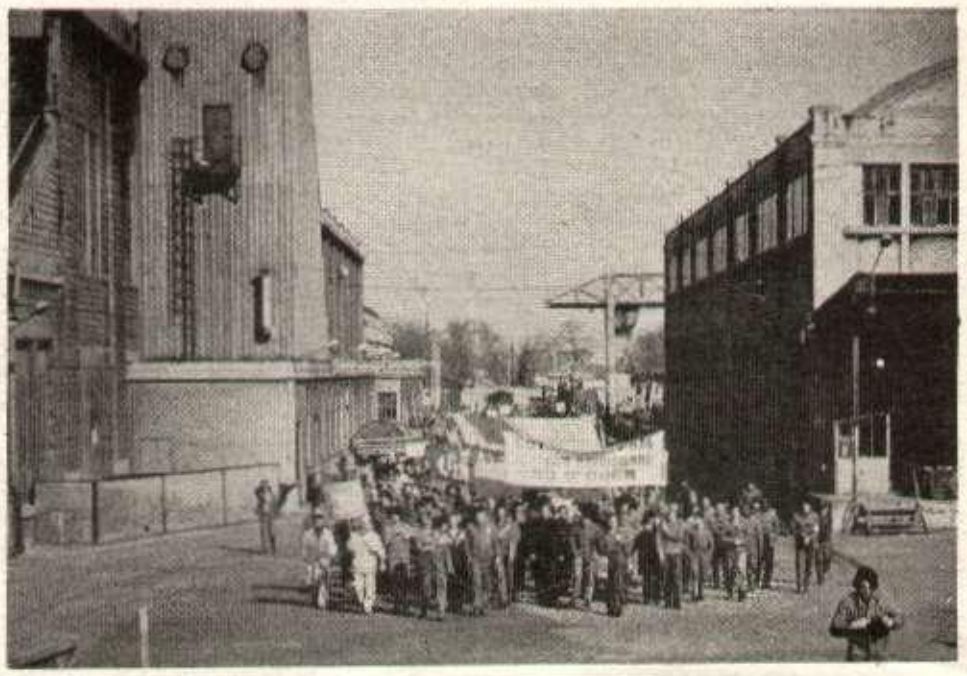
COMMUNIQUÉ RATP SUITE À L'ENTREVUE AVEC LA DIRECTION RATP

«De cette rencontre, il ne ressort rien de positif. Refus de la part de la RATP d'accepter une réunion tripartite RATP, patrons du nettoyage et syndicats. La RATP laissera travailler des entreprises dans l'enceinte du métro. L'UD CFDT de Paris condamne l'attitude de la RATP, l'UD CFDT fait savoir que dans ces conditions, la RATP prend l'entière responsabilité d'incidents qui pourraient être extrêmement graves.»

Alsthom St Ouen : 3 mois de lutte

LES TRAVAILLEURS S'INTERROGENT

Des débrayages journaliers touchent l'ensemble de la Savoisienne depuis le 29 mars, avec un point fort d'une heure de grève avec assemblée générale, à laquelle participent les travailleurs de Alsthom Signalisation et de la CGEE Alsthom travaux extérieurs. En fait, un tel mouvement ne s'est pas vu depuis 68 à l'Alsthom. Malgré tout, les directions refusent de négocier ce qui amène nombre de travailleurs à s'interroger : est-ce que la forme de lutte est bien adaptée à la période ?



L'ÉVOLUTION DEPUIS LE 24 MAI

Le 24 mai arrive comme une journée sans lendemain et les travailleurs la perçoivent comme telle. Il suffit d'écouter ce que disaient les ouvriers de la Savoisienne pour s'en persuader. *«Le 24 mai, il n'y aura pas de courant, on ne pourra pas travailler. Dès lors à quoi sert de faire grève»* affirmaient-ils alors. Le 25 mai les travailleurs décidaient de durcir leur lutte : le lendemain des piquets de grève étaient mis en place de 7 heures à 9 heures du matin aux portes de l'usine auxquels se joignaient des travailleurs de la CGEE Travaux extérieurs et ceux des Signaux. La direction de Saint Ouen saisissait l'occasion pour passer à l'offensive par le maillon le plus faible : la partie CGEE de l'Alsthom Construction, les employés de bureau qui n'ont jamais suivi le mouvement. Une lettre est signée pour se faire payer les heures perdues du fait du piquet de grève. La majorité signe en ne voyant pas que cette lettre va maintenant servir à l'Alsthom contre les travailleurs pour une soi-disant *«liberté du travail»*. Il faut dire que la CGT CGEE Construction n'a rien fait contre.

L'ALSTHOM VEUT FRAPPER FORT

Elle annoncera ensuite le licenciement de trois délégués CFDT. Le 2 juin, les syndicats CGT et CFDT appellent à débrayer à 14 heures. La CFDT proposait l'occupation avec piquet de grève pour le lendemain. Le soir même, la CGT Savoisienne (qui s'était prononcée contre cette action mais s'était engagée à respecter le vote majoritaire favorable à la proposition de la CFDT) diffusait le soir même un tract en appelant à un simple débrayage pour *«décider des formes d'action»* et dénonçait l'occupation, rompant l'unité d'action, ne respectant pas la volonté de lutte des ouvriers et sabotant délibérément l'occupation. L'occupation était annulée. Le 3 juin, la lutte, après trois mois, n'avait toujours pas avancé d'un pouce.

En fait l'occupation aurait dû être envisagée beaucoup plus tôt lorsque d'autres établissements de l'Alsthom étaient en grève ou occupés, le rapport de force étant alors nettement plus favorable.

CE QU'IL FAUT SAVOIR

La CGT de la Savoisienne qui a renouvelé juste avant la grève ses directions syndicales commence à se démasquer comme ressemblant sous sa nouvelle façade de syndicat combatif, étrangement à l'ancienne version CGT dont les dirigeants pour la plupart des membres du PCF avaient amené le syndicat de 80 à 58% de voix aux élections professionnelles et ce en trois ans. D'un autre côté, il est regrettable que la CFDT ait adoptée une attitude opportuniste en misant tout sur l'unité d'action en se disant que les syndicats *«qui rompaient cette unité subiraient une perte d'influence»*. Ce qui est loin d'être prouvé ! Ce raisonnement devient en plus aventuriste étant donné qu'il manque une analyse réaliste de la situation et de ce qu'était au juste cette *«nouvelle»* CGT qui mise sur le pourrissement. Car faire échec au plan Barre en ce moment, c'est remettre en cause l'attentisme prôné par la confédération CGT et le PCF en vue de 78.

Correspondant Saint-Ouen

Centre de distribution EDF-GDF de Lyon :

Un mouvement sans précédent depuis 68, mais isolé

Jeudi dernier, devant le centre de distribution EDF-GDF de Lyon, dans le quartier des Brotteaux, les travailleurs grévistes du centre distribuaient des tracts aux passants : *«Usagers, soyez solidaires des agents de distribution de Lyon»*, pendant que d'autres continuaient l'occupation à l'intérieur. Ils sont en lutte depuis le 18 mai pour les salaires.

Tous les matins, la direction distribue du travail, espérant faire changer d'avis certains grévistes mais tous les jours, le travail reste dans les camionettes bleues. Et si les grévistes effectuaient des dépannages nécessaires pour assurer la sécurité, par exemple, lors de pannes dans les hôpitaux, la direction, elle, a fait un choix : elle préfère envoyer les quelques non gévistes faire les coupures de courant chez les gens qui n'ont pas payé leur note, plutôt que de faire assurer la sécurité...

Cette grève est la plus importante depuis 68 car elle regroupe tous les services du centre : service clientèle, service technique électricité, service comptable, service administratif, et elle est partie sur une pression importante de la base.

Jeudi avait lieu de nouvelles discussions entre les organisations syndicales, CGT-CFDT-FO-CGC et la direction redescendue de Paris où elle était allée prendre des consignes. Et vendredi matin, les syndicats exposaient les résultats de ces discussions. L'assemblée générale fut assez houleuse. Les interventions des organisations syndicales avaient une odeur d'appel indirect à la reprise sur une victoire très limitée *«Reprendre avec si peu, après plus de 15 jours de grève, il n'en est pas question»*, disait un délégué CGT, qui parlait même de déchirer sa carte. Ce genre de réaction est fréquent.

Pour d'autres, prêts à continuer, se posent la question suivante : *«Que peut-on espérer obtenir de plus ?». «Le centre de Lyon avec ses 2 000 agents est un centre important ; mais à lui seul, c'est insuffisant pour imposer des reculs décisifs au gouvernement»*. Et dans la période, il semble que les directions CGT et CFDT, soient plus préoccupées par la préparation des élections législatives, par l'alliance avec les cadres, que par l'organisation d'un mouvement à EDF-GDF au plan national dépassant les grèves de 24 heures et capable de faire reculer le gouvernement.

Nathalie DULLIN

REIMS : 10 000 MANIFESTANTS

COLERE POPULAIRE CONTRE L'ATTENTAT FASCISTE

Suite de l'éditorial

L'usage fréquent de l'arsenal répressif de la bourgeoisie contre les travailleurs, pas plus que les actes terroristes de supplétifs entrainés et rétribués par le patronat ne datent pas d'aujourd'hui. Mais leur nette recrudescence depuis quelques semaines —jusqu'à ce meurtre prémédité contre les ouvriers rémois— peut être parfaitement comprise comme une volonté de la part de certaines forces politiques au pouvoir de nourrir et d'attiser un climat de tension et d'«insécurité», volonté redoublée face à la perspective probable de l'arrivée au pouvoir d'une équipe de gauche pour prendre en mains la gestion des affaires de l'impérialisme français. De ce point de vue, il n'est pas inconcevable que les instigateurs du crime fasciste de Reims ait puisé leur inspiration dans un certain modèle de «stratégie de la tension» qui a cours en Italie...

Face à cette situation, il n'est aucunement question que la classe ouvrière renonce à la défense intransigeante de ses droits à s'organiser et à lutter pour ses légitimes revendications. L'implacable politique d'austérité qui continue de sévir rend plus que jamais nécessaire que la classe ouvrière œuvre, par ses luttes, pour que ces revendications soient satisfaites.

De la même manière, elle ne saurait tolérer les exactions fascistes qui vont en se développant. C'est avec fermeté qu'elle saura s'y opposer. Ainsi, à Reims, comme les travailleurs l'ont réclamé, il s'agit maintenant que les criminels aujourd'hui arrêtés soient jugés et châtiés pour prix de leur crime et de leur lâcheté.

Mais en développant le combat nécessaire pour leurs revendications, les travailleurs ne sauraient s'en remettre à ces bons apôtres du PS ou du PCF qui sont là sur leur chemin, prêts à dévoyer les luttes pour leurs intérêts de gestionnaires du capitalisme en crise.

Le recours aux bandes fascistes, l'usage intensif des forces de répression organisées, la surexploitation dans les bagnes capitalistes... ce sont là les signes tangibles du pourrissement accéléré de cette société. C'est au prolétariat et à ses alliés que revient la tâche de s'en débarasser pour en construire une autre, lavée de ces plaies et de ces fléaux. Alors, Pierre Maître et les milliers d'autres tombés avant lui, seront vengés.

Julien LEBLOND

Raymond Richard (à gauche) et Serge Vermeulen (à droite) : ils ont été gravement blessés dans cette fusillade.

MEETING DES OUVRIERS DES VMC CE MATIN

On apprenait hier en fin de soirée que le patron des VMC acceptait d'accorder le treizième mois et la réintégration des deux délégués contre lesquels il avait engagé une procédure de licenciement. Il n'a pas évoqué quelles suites il entendait donner à la revendication de 5% d'augmentation des salaires posée en bonne place dans le cahier revendicatif. Les propositions patronales seront soumises à la discussion des travailleurs dans un meeting qui se tiendra aujourd'hui dans la matinée.

Communiqué de la Fédération de la Marne du PCRml

«La Fédération de la Marne du PCRml dénonce vigoureusement l'agression fasciste dont été victimes les travailleurs des VMC.

Elle rappelle que ceci est bien le résultat de la politique actuelle de la bourgeoisie qui n'hésite pas à licencier des délégués syndicaux, à utiliser ses forces répressives contre les travailleurs en lutte et à utiliser comme à Reims ses nervis fascistes.

Tout cela appelle de la part de l'ensemble des travailleurs une riposte d'ensemble contre la politique de crise de la bourgeoisie».

Il fait encore nuit noire quand l'équipe du matin vient prendre son poste à l'usine BSN de Reims. Encore ensommeillés, les travailleurs commentent les événements de la veille à VMC. *«On va être nombreux à débrayer et à la manifestation». «On est tous avec eux».* Un délégué CGT de l'équipe de nuit sort épuisé et plein de révolte : *«On ne croit pas à l'action d'un groupe isolé ; derrière la CFT, il y a autre chose. Tous les gars sent dans le mouvement aujourd'hui».*

ON N'ARRIVE PAS A RÉALISER

5 heures du matin, aux VMC. Dans le demi-jour, on ne voit qu'une centaine d'ouvriers devant la porte, attendre dans le froid glacial. Un peu à l'écart, un simple tréteau de bois sur lequel les ouvriers ont déposé des fleurs : bouquets de coquelicots, des marguerites et une gerbe offerte par les travailleurs CGT de BSN. C'est là que dimanche, Pierre Maître est tombé. Les ouvriers du piquet de nuit font un dernier effort pour se tenir éveillés. *«Depuis deux jours, on tient au café et aux cigarettes».* Des visages tristes, des yeux rougis par la fatigue et la douleur. On s'exprime à voix basses. *«On s'y attendait plus ou moins mais quand même... On n'arrive pas à réaliser».* Une ouvrière, la cinquantaine, les yeux fatigués par des années de travail, aux Verreries, est encore sous le choc. Elle raconte : *«Quand je suis arrivée, tout le monde était dans le branle-bas. On m'a raconté le coup de la voiture et les bombes lacrymogènes. Raymond disait :* «Restons pas là, ils vont revenir». *Mais on ne réagissait pas. Pierre était assis sur une caisse. Il avait pris la bombe lacrymogène et il essayait de récupérer. Je lui demande si ça va. Il me dit que oui. Et puis, ça a pétaradé. J'ai cru à des pétards de gosses, car c'était régulier, ça ne claquait pas fort. Pierre est tombé. J'ai cru qu'il avait du mal à respirer avec la bombe. C'est quand j'ai vu Serge en sang qui disait* «les salauds» *et que Raymond disait* «mon bras est broyé» *que j'ai réalisé. On a relevé Pierre. Il avait le visage en sang. Tout s'est passé en deux ou trois minutes ; on a allongé Raymond. Serge est resté debout, blanc comme un linge. Il se cramponnait... Il a eu du courage».* L'arrestation de plusieurs membres du commando CFT dont Lecomte, avec un manche de pioche, des travailleurs de Citroën est vivement commenté : *«Des crapules. Vous allez voir, ils vont s'en tirer avec rien. On dira qu'ils étaient fous !» «Ou alors, on les condamnera. Ils entreront en prison par la grande porte et sortiront par la petite, ailleurs. La justice, c'est pour les patrons». «De toute façon, ces gars-là, sont les exécutants. Ils ont été payés. Mais on ne cherchera pas qui les a payés».*

ILS ONT INTÉRÊT A CÉDER

Un jeune militant CGT, la mine fatiguée, le visage couvert d'une barbe de quelques jours : *«Ça y est, ils négocient. On a l'assurance verbale que les copains ne sont pas virés».* Interruption. *«En arriver là pour négocier...»* Le ton se fait plus dur. Tout en restant calme, un militant parle catégoriquement : *«Ils ont intérêt à lâcher tout. On ne cédera rien. Même s'il faut négocier toute la journée. Après ce qui s'est passé, il faudra qu'ils payent. On n'arrêtera pas avant d'avoir gagné».* Les autres approuvent d'un signe de tête, le regard déterminé. Un long silence s'installe, silence de douleur et de détermination. Puis la conversation repart sur la manifestation de l'après-midi. On détaille avec émotion les usines attendues. *«A BSN, ils seront nombreux à débrayer».* Un vieil ouvrier de la composition, l'atelier où travaillait Pierre Maître : *«C'était un bon gars. On exige que le patron donne la paye de Pierre, tous les mois à sa femme. A vie. Et qu'il paie les études des enfants jusqu'à vingt ans. C'est sûr qu'il payera !»* Un ouvrier de Schlumberger affirme : *«Il a été tué avec une balle. A Amisol, on les a tués avec de l'amiante. Tous les jours, on assassine les ouvriers. Société pourrie !»*

UN SILENCE IMPOSANT

A 14 h 15, un millier d'ouvriers des VMC sont regroupés devant l'entreprise, portant au bras, un brassard noir en signe de deuil. Devant les grands murs, percés de fenêtres crêpées, les travailleurs attendent le départ. On parle peu. Bientôt, le premier rang se forme. Une rangée de militants syndicaux se tiennent par le bras. Ils se tiennent droits, la tête haute, portant la banderole de la section CGT de la VMC, visée par la première agression des fascistes, mais toujours bien là, à l'image de la détermination des travailleurs.

Le cortège s'ébranle, calme, digne et dégageant une impression de puissance de telle sorte que les passants font le silence. Au cours de cette progression vers la Place Royale, le cortège rencontre les ouvriers de Chausson. 4 000 travailleurs poursuivent ainsi leur chemin vers le lieu de rassemblement. Sur la Place Royale, à 15 h 30, ce sont plus de 10 000 travailleurs qui accueillent le cortège vivement applaudi. Puis la nouvelle du décès du camarade Pierre Maître est annoncée. Une minute de silence est respectée. Après une intervention de Marcel Caille, secrétaire confédéral de la CGT, le cortège se met en marche. Pendant plus de deux heures, les manifestants traverseront les rues. La manifestation est silencieuse, recueillie. Mais cette manifestation néanmoins, dépasse la douleur. Toute la colère ouvrière, sa détermination s'expriment dans ce cortège serré. On remarque particulièrement le cortège des VMC qui ouvre la marche. Mais aussi tous ces cortèges d'ouvriers venus en masse des usines pour soutenir les VMC. Les verreries de BSN portant devant leur banderole, une rangée de portraits de Pierre Maître. 200 ouvriers suivent cette banderole. 400 ouvriers de Citroën défilent derrière la banderole : *«Citroën, CFT, complices des tueurs. Dissolution de la CFT».* Tout au long des cortèges, des drapeaux en berne, affirment que cette journée est une journée de deuil et de lutte. Les pancartes crient la haine du fascisme, la volonté de lutter. La manifestation s'achève vers 18 heures, sur la Place Royale. Cette journée, par cette gigantesque manifestation, mais aussi l'ampleur des débrayages, (90% chez Chausson, 80% chez Schlumberger, Citroën, 98% chez BSN) a montré l'immense douleur des travailleurs de Reims, mais aussi leur colère contre la bourgeoisie criminelle.

Philippe DANZAIN

Qui sont les assassins ?

C'est à 22 h, dimanche, que le commissariat de police de Reims a annoncé que les assassins avaient été identifiés dans la soirée sur la base des aveux du premier suspect arrêté, un dénommé Claude Lecomte, 45 ans, habitant dans les environs de Reims et qui est le propriétaire de la GS à partir de laquelle s'est perpétré le crime.

Ce Claude Lecomte qu'on suppose être l'instigateur et l'organisateur du raid meurtrierest employé chez Citroën est notoirement connu comme membre de la CFT. Ses quatre complices le sont également : Mangematin, Lemaître, Poulé et Fritsch sont tous agents de maîtrise chez Citroën. Au reste, Claude Lecomte est connu pour avoir déjà «monté» un commando anti-gréviste en 73 contre les anciens établissements Panhard à Reims.

On mesure alors combien sont ridicules et méprisables les dénégations d'Auguste Blanc, chef national de la CFT qui, tout en reconnaissant que les tueurs appartiennent à son «syndicat», *«réprouve leur action».* C'est méprisable et ridicule car c'est la fonction même de cette officine toute entière qu'est la CFT que de fournir au patronat les hommes de main dont il a besoin pour intimider et s'opposer par la force aux droits élémentaires, à la dignité et jusqu'à la vie des travailleurs.

INTERNATIONAL

Nouvelle constitution de Brejnev

LA LÉGALISATION DU FASCISME SOVIÉTIQUE

Ce ne sont pas les constitutions qui déterminent le système du pouvoir : quelle classe dirige, et par quels moyens, c'est, dans la vie, l'évolution de la lutte des classes et du rapport de forces entre les classes qui le détermine.

Entre la lettre de la loi et la réalité, entre le droit et le fait, peut se creuser ainsi un écart considérable, et même un complet décalage.

C'est ainsi que, depuis plus de 15 ans, la nouvelle bourgeoisie soviétique, après avoir usurpé le pouvoir a pu mettre en place les moyens de sa dictature et l'exercer, tout en conservant formellement, la Constitution de 1936, où se reflètait la réalité alors socialiste de la société soviétique issue de la Révolution d'Octobre.

Si les Krouchtev, puis les Brejnev ont mis si longtemps à réviser le texte même de la Constitution, alors même qu'ils avaient réussi à replacer la classe ouvrière et les masses sous le joug de l'exploitation capitaliste et de l'oppression, cela est dû aux particularités de la contre-révolution krouchthevienne.

Elle s'est effectuée de l'intérieur même du Parti Communiste et de l'État soviétique, de façon pacifique dans l'ensemble, malgré des mesures massives d'exclusions et des actions ponctuelles de répression violente : elle a pris soin donc, de conserver une façade socialiste, de se présenter aux yeux des masses comme la continuation de la Révolution d'Octobre et des victoires remportées dans l'édification socialiste.

C'est seulement aujourd'hui que les nouveaux maîtres du Kremlin ont jugé le moment venu de pouvoir adapter le droit aux faits.

Il s'agit sans doute, de règler par là des luttes entre cliques dirigeantes : Brejnev, après avoir éliminé Podgony, va selon toute vraisemblance devenir chef d'État lui même et placer ainsi au poste (nouveau) de vice-président son successeur désigné.

LÉGITIMER LA DICTATURE FASCISTE

Mais il s'agit, avant tout, par cette nouvelle Constitution, de légitimer la dictature fasciste de la nouvelle bourgeoisie de l'État et de l'appareil du Parti, de renforcer ainsi ses moyens de domination.

Malgré tous les efforts pour garder les apparences d'un vocabulaire marxiste, l'opposition de nature entre l'Union soviétique de 1936 et l'Union Soviétique de Brejnev apparaît crûment, au plan du système politique.

Brejnev proclame, dès l'article I : «L'URSS est l'État socialiste du peuple tout entier».

La Constitution de 1936 affirmait : «L'URSS est un État socialiste des ouvriers et des paysans» (art. I). Opposition fondamentale : en 1936, bien que le PCUS ait alors commis l'erreur de ne pas saisir la nécessité de la poursuite consciente de la lutte de classe sous le socialisme, le caractère de classe du pouvoir reste à la base du système politique. C'est la classe ouvrière, en alliance avec les paysans qui exerce le pouvoir d'État.

Le socialisme de Brejnev, niant, pour la dissimuler, l'existence des classes, s'oppose totalement au rôle dirigeant de la classe ouvrière.

QUE SIGNIFIE «ÉTAT DU PEUPLE TOUT ENTIER»

Car que signifie cet «État du peuple tout entier» ? Brejnev proclame : «En URSS, tout le pouvoir appartient au peuple. Le peuple exerce son pouvoir par l'intermédiaire des Soviets, des députés du peuple» (art. 2). Pour ajouter, à l'article 6 : «Le PCUS est la force qui dirige et oriente la société soviétique : c'est l'élément central de son système politique et de toutes les organisations d'État et sociales... Le PCUS définit la perspective générale du développement de la société, les orientations de la politique intérieure et étrangère de l'URSS, dirige la grande œuvre créatrice du peuple soviétique; il confère un caractère planifié et scientifiquement fondé à la lutte du peuple soviétique pour le communisme».

En clair, les masses soviétiques sont complètement dépossédées du pouvoir par le Parti révisionniste qui monopolise toutes les tâches d'État, de direction de la société. D'ailleurs, beaucoup plus loin, l'article 91 marque, sans fard, le simple rôle d'appendices des Soviets : «Les Soviets... contribuent à un meilleur fonctionnement de l'appareil d'État» est-il signalé.

En 1936 au contraire les Soviets se définissent par leur caractère de classe, se fondent sur la dictature du prolétariat, et sont des organismes de pouvoir forgés dans la lutte révolutionnaire : «La base politique de l'URSS est constituée par les Soviets de députés des travailleurs qui ont grandi et se sont affermis à la suite du renversement du pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes et grâce à la conquête de la dictature du prolétariat» (Art. 2).

La Constitution de 1936 ajoute : «Tout le pouvoir dans l'URSS appartient aux travailleurs de la ville et de la campagne en la personne des Soviets de députés des travailleurs» (Art. 3)

DES LEÇONS DE LA TRAGÉDIE DE LA RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS

Ainsi, entre les deux textes, en filigrane, se lit la tragédie de la restauration du capitalisme et du pouvoir bourgeois en URSS : le Parti devenu révisionniste, passé aux mains des éléments bourgeois, a accaparé complètement le pouvoir d'État, et l'a, au nom du «peuple tout entier», transformé en un appareil bureaucratique d'exploitation et d'oppression fascistes des masses.

Nous devons aussi savoir en tirer les leçons dans un pays comme le nôtre où la classe ouvrière, nombreuse, a accumulé une riche expérience de la lutte de classe : pour construire le socialisme, pour prévenir les risques de restauration du capitalisme, il est vital que toute la classe ouvrière, aussitôt après la victoire de la révolution prolétarienne, s'empare effectivement, au niveau des structures de base de son nouveau pouvoir, de la direction de la société dans tous les domaines ; qu'elle discute et décide elle-même, et en connaissance de cause, faits et données à l'appui, de *tous* les choix et orientations fondamentaux pour les pays ; qu'elle dirige les autres couches des travailleurs dans ce débat pour les faire participer à ces décisions.

Il n'est pas question que l'avant-garde de la classe ouvrière, son Parti Communiste se substitue à la classe ouvrière dans l'exercice de son pouvoir et agisse en quelque sorte, par procuration.

Ce serait affaiblir progressivement, au lieu de le consolider, le pouvoir de l'ensemble de la classe ouvrière, sa capacité à diriger l'édification du socialiste, ce serait ouvrir la voie à un risque mortel de dégénérescence.

Dans notre pays, la classe ouvrière ne s'engagera résolument dans la conquête révolutionnaire du pouvoir que si elle est suffisamment assurée d'avoir les moyens de prévenir un tel risque.

La condition essentielle, pour cela, c'est de construire, dès aujourd'hui, dans le cours même de la préparation de la révolution socialiste le parti communiste capable d'affirmer nettement ce projet socialiste, de l'enrichir à partir de la réflexion des masses, capable de libérer, dans sa pratique révolutionnaire quotidienne, l'initiative et l'énergie de la classe ouvrière, de montrer, chaque jour, qu'elles sont aussi décisives aujourd'hui pour faire la révolution, qu'elles le seront demain pour édifier la France socialiste.

Gabriel FERRÉOL

POLITIQUE

Élus du PCF

«La manifestation c'est l'affaire du parti, la séance de travail, c'est l'affaire des élus».

Samedi et dimanche se tenait à Nanterre la rencontre nationale des élus du PCF, sous la présidence de Charles Fiterman, secrétaire du comité central. Réunissant 1 100 délégués représentant quelques 28 000 élus du PCF, cette réunion revêt une certaine importance pour ce parti. En effet, les élections municipales ont vu doubler le nombre des élus, qui représentent dès lors un poids très important, à l'intérieur du PCF (1/6 ème des militants). À la veille d'une possible victoire de la «gauche», il s'agit pour celui-ci, de bien définir leur rôle et leur spécificité dans le parti. Ces exigences sont d'autant plus grandes qu'il sera au pouvoir, ce qui fera tomber, du coup, le viel argument des gestionnaires du PCF, consistant à rejeter tout problème sur le «pouvoir central». C'est donc dans le but de préparer ses élus à une gestion locale dans une France gouvernée par la «gauche», que les dirigeants du PCF ont organisé ces «journées d'étude».

Marcel Rosette, membre du comité central et responsable du secteur collectivités locales, explique tout d'abord, l'importance des élus, dans la stratégie actuelle du PCF : *«Lorsque la politique du 22e congrès fait du suffrage universel le juge suprême de la marche en avant de la société... chacun en déduit que l'élu jouera alors dans la vie nationale un rôle qu'il n'aura jamais eu dans l'histoire de notre pays».*

Rôle d'autant plus important qu'ils seront le lien direct avec le pouvoir d'État : *«C'est déjà le SENS DE L'ÉTAT que les élus communistes porteront demain au niveau de la nation si le peuple les charge de prendre leur place dans le gouvernement de la France».* Cette vision (nouvelle) de la relation État-élus préfigure l'importance des structures locales, qui seront le relai direct du pouvoir central, avec l'avantage d'un contrôle direct sur les travailleurs. De plus, leur tâche est clairement définie : il ne s'agira plus d'aller manifester avec ces derniers : *«La manifestation c'est l'affaire du parti, la séance de travail, c'est l'affaire des élus».* Enfin leur rôle de relai du pouvoir central les insère plus étroitement à l'appareil central : *«Ils ne peuvent pas ne pas tenir compte de l'existence de l'État et de ses représentants. Ils ont des relations avec tous les corps constitués, y compris les ministres, les préfets, hauts fonctionnaires, officiers de police, chefs de corps, représentants des institutions les plus diverses».*

Les élus du PCF : une composante de plus en plus importante dans sa stratégie.

Également, Rosette rappelle la nécessité de respecter les engagements pris *«devant les travailleurs»* ce qui implique *«de travailler en permanence au grand jour».* Et il ajoute que les élus du PCF : *«bannissent autant la pratique de la surenchère que l'esprit de domination».* On ne peut pas ne pas voir là des garanties prises vis à vis du PS : obliger celui-ci à prendre officiellement position, et ainsi éviter, ou du moins ne pas porter la responsabilité d'un éventuel retournement, comme cela s'est déjà produit, par exemple à St Malo, Vitrolles, etc...

«Il n'est pas question au nom de la solidarité de gestion, de revenir sur des engagements pris devant la population ou d'assumer la responsabilité d'engagements politiques antérieurs qui n'avaient pas été pris par les communistes».

Mais ces deux journées d'étude n'ont pas résolu le problème auquel se heurteront nécessairement les élus du PCF : c'est celui de la contradiction entre leur image de représentants du peuple qu'ils se donnent, et la politique bourgeoise qu'ils mettront en œuvre.

Olivier LUSSAC

LE POLISARIO ATTAQUE LE CENTRE MINIER DE BOU CRAA

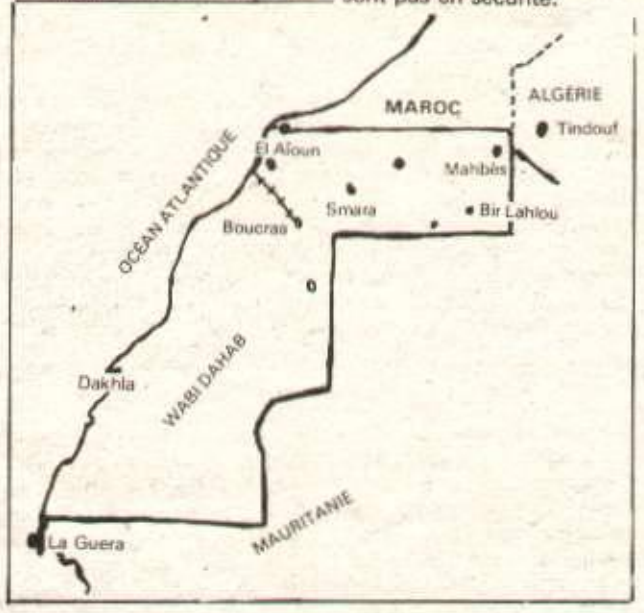
La production des phosphates arrêtée

Alors que le régime d'Hassan II voulait organiser les élections sur le territoire de la République Sahraouie Démocratique pour faire croire que l'intégration du pays au Maroc était acquise, les forces du Front POLISARIO lui ont infligé un sévère démenti : un mois après l'offensive contre Zouerate sur le territoire mauritanien, elles ont attaqué et occupé le centre minier de Bou Craa. Bou Craa, situé sur le territoire du Sahara Occidental, est le gisement de phosphates le plus important du monde. C'est en particulier pour mettre la main sur ces richesses naturelles que Hassan II a annexé le Sahara Occidental.

Depuis des mois, les guérilleros de l'Armée Populaire de Libération avaient rendu l'exploitation très difficile. En effet, le tapis transbordeur qui transporte le minerai jusqu'à la mer avait été rendu inutilisable, et les convois qui le remplaçaient étaient souvent attaqués. La semaine des élections, le Front POLISARIO a lancé une offensive, appuyée par des tirs de mortiers, contre le centre minier. Un commando a détruit les installations du tapis transbordeur. Deux casernes des troupes d'occupation marocaines et le matériel militaire qu'elles contenaient ont été détruites ; l'attaque a fait dix morts parmi les troupes marocaines chargées de la protection de l'exploitation. Vendredi, jour des élections, le drapeau de la République Sahraouie flottait sur Bou Craa.

On apprenait ensuite que 129 techniciens espagnols avaient été évacués d'urgence de Bou Craa vers les Canaries par avion dans la nuit de jeudi à vendredi. Actuellement, la production de phosphates est complètement arrêtée.

Par cette nouvelle action, le jour même de la mascarade électorale de Hassan II, le Front POLISARIO a clairement démontré qu'il était capable d'avoir le contrôle du territoire national et de frapper où et quand il voulait. Il a montré qu'il était décidé à empêcher le pillage de ses ressources naturelles ; après Zouerate, il a à nouveau signifié aux «coopérants» engagés dans la collaboration avec les régimes occupants qu'ils ne sont pas en sécurité.



Aprés l'attaque du Mozambique le régime raciste prépare de nouvelles agressions

Après avoir dû reculer au Mozambique, les troupes des racistes de Rhodésie préparent une nouvelle agression au Sud en massant des forces sur la frontière avec le Bostwana. Déjà, dans la nuit de jeudi à vendredi, les racistes ont attaqué le poste de Kazungula. Un poste militaire zambien, proche de la frontière de la Zambie avec le Botswana.

Le régime raciste, de plus en plus incapable de contrôler le territoire, s'apprête à généraliser les opérations de «poursuite» et de «représailles» contre les pays de première ligne qui soutiennent la lutte des patriotes du Zimbabwe. En effet, le gouvernement raciste vient d'annoncer de nouvelles mesures de mobilisation : les blancs de moins de 38 ans seront appelé à servir dans l'armée pour une période annuelle de 190 jours, tandis que de 38 à 49 ans le maximum sera de 70 jours ; cela n'exclut pas bien sûr le renforcement de l'armée régulière, surtout par le recrutement de mercenaires.

Afrique du Sud 800 mineurs licenciés

A la mine de charbon de Cornelia, les trois mille mineurs s'étaient mis en grève mercredi. Vendredi la direction a licencié 800 d'entre eux, les faisant immédiatement déporter par camions dans leurs bantoustans d'origine. La mine de Cornelia appartient à l'Anglo American Corporation de Oppenheimer qui s'est déclaré favorable au plan de réforme de l'apartheid de l'impérialisme américain.

Turquie : L'opposition revendique la victoire aux élections

Hier, Ecevit, dirigeant de l'opposition turque a déclaré que son parti avait pratiquement gagné les élections et aurait la majorité. La radio officielle n'avait pas confirmé ces résultats.

COUP D'ÉTAT AUX SEYCHELLES

Un coup d'État a eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche aux Seychelles. Ce petit archipel de l'Océan Indien était devenu indépendant en juin 1976. Le président Mancham avait développé une politique de bonnes relations avec les impérialismes occidentaux : participation à la conférence franco-africaine, maintien dans le Commonwealth. Mancham a attribué la responsabilité du coup d'État à une «conspiration soviétique». Les îles Seychelles sont situées dans une zone stratégique importante que se disputent les superpuissances ; les USA et l'URSS y renforcent leurs flottes. Alors que l'impérialisme US construit la base de Diego Garcia, l'URSS en cherche une dans l'Océan Indien.

Plus la crise s'aggrave,
Plus la classe ouvrière
a besoin de son Quotidien
Souscrivez pour les 10 millions

la chine socialiste en marche

La fête des enfants

En Chine, le 1er juin est le jour de la fête des enfants. Plus de 25 000 enfants se sont rassemblés à Pékin au Palais des Pionniers décoré de bannières et de lanternes multicolores. Ils ont exécuté eux-mêmes des numéros de chant et de danse ayant pour thème la lutte entre les deux voies qui se déroule aujourd'hui. Des troupes artistiques de la ville ont également donné des représentations tandis qu'une unité de l'Armée Populaire de Libération venait faire une démonstration de sports militaires. Les enfants ont également interprété des chants ayant pour thème la libération de Taïwan, comme par exemple celle qui est intitulée «Je pense aux petits amis de Taïwan». Des enfants originaires de Taïwan, très applaudis, participaient à la fête. Des enfants étrangers ont été aussi invités.

A l'occasion de cette fête, pour la première fois en Chine, une exposition nationale de jouets a été organisée à Pékin. Au Palais des beaux-arts, on pouvait voir 4 000 sortes de jouets : en métal, en bois, en peluche, en caoutchouc. Beaucoup sont des produits nouveaux élaborés par les travailleurs pour cette exposition ; certains jouets électriques perfectionnés attestaient du niveau atteint par l'industrie chinoise du jouet. Une partie de l'exposition symbolisait l'amitié entre le peuple chinois et les peuples du monde : on y voyait des poupées de différentes couleurs arrivant des cinq continents dans des avions-jouets, des bateaux-jouets et des petits train, tandis que des poupées représentant les enfants chinois les accueillaient avec des bouquets de fleurs, en tenue de fête.

Il y a plus de deux cents usines de jouets dans le pays, sans compter les ateliers créés dans les quartiers et les communes populaires. L'industrie du jouet a connu un rapide essor : la valeur globale de la production a augmenté de 68% de 1972 à 1976. On continue de sortir des jouets vieux de deux mille ans comme les cerfs volants, les diabolos, les tigres en étoffe, mais on développe aussi les jouets venant des minorités nationales, pour que les enfants apprennent à aimer leurs cultures. On crée de nombreux jouets éducatifs : outils de travail, instruments de musique, grues et poids lourds téléguidés, ainsi que de nombreux jouets scientifiques. Comme les enfants s'intéressent beaucoup au travail des médecins aux pieds nus à la campagne, et comme on veut qu'ils se mettent à leur école, les usines de jouets ont fabriqué des trousses médicales, des stéthoscopes et d'autres appareils médicaux.

Agriculture : utilisation du gaz des marais

Les paysans sont de plus en plus nombreux à utiliser le méthane, gaz des marais, pour la cuisine et l'éclairage ; dans beaucoup de communes populaires, on l'emploie pour actionner des machines. On obtient facilement le méthane en laissant fermenter du fumier, des ordures et de l'eau dans un bassin. Aujourd'hui, dans la province du Setchouan, la plus peuplée du pays, 17 millions de paysans emploient le méthane, ce qui permet d'économiser beaucoup de charbon et de pétrole. Les universités et les organismes de recherche envoient des techniciens dans les régions rurales pour apprendre aux paysans la fabrication du méthane.

Développement des petites houillères

Ces dernières années, la province du Fouk.ien, déficitaire en charbon, a vu sa production de houille se développer rapidement. Cette production repose principalement sur de petites mines. Suivant un plan d'ensemble, ces houillères ont été modernisées : 87 d'entre elles l'ont été de 1972 à 1976 : le système de ventilation a été amélioré et l'éclairage électrifié. L'anthracite produit est utilisé dans la province même comme matière première dans l'industrie chimique et comme combustible dans les aciéries et les cimenteries.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LE DIRECTEUR D'UN C.E.T. VU PAR LA CGT

Dans un article, le Groupement National des Directeurs du SNETP CGT lance un «débat» dans le syndicat sur cette question : *«La situation et le rôle des directeurs de C.E.T. aujourd'hui dans la réforme Haby, et dans un contexte démocratique»*. Cette dernière expression signifie que la Confédération CGT, commence à préparer à tous les niveaux, et en particulier dans la hiérarchie de l'enseignement, le gouvernement de gauche. Quelques indications intéressantes ressortent de cet article où les analyses du PCF transparaissent assez clairement.

On y apprend que *«ce n'est pas l'autorité des chefs d'établissement que veut renforcer le pouvoir* (avec la réforme Haby, et entre autre l'introduction de la notation administrative en C.E.T.), *mais leur autoritarisme pour qu'ils soient pleinement ses agents directs»*. Ainsi le SNETP CGT n'aurait rien contre le renforcement ou le maintien de l'autorité des directeurs, par exemple dans le cadre d'un gouvernement de «gauche». Et les directeurs CGT sont *«appelés à établir la notation, autant que faire se peut après concertation avec les intéressés»*. Le principal reproche fait à cette notation est qu'elle détériore les rapports entre le personnel et les chefs d'établissement ! sans remettre en cause son résultat de division au sein du personnel, son rôle répressif, éventuellement, d'accentuation des rapports hiérarchiques.

S'il y a *«des conflits entre les chefs d'établissement et le personnel, c'est surtout à cause de l'aggravation des conditions de vie et de travail»* ; et ces conflits auraient même pour but, de la part du gouvernement actuel, *«d'empêcher l'alliance entre le personnel et l'administration de l'établissement»*, de même que le patronat fait tout pour *«empêcher l'alliance des ingénieurs, techniciens et cadres avec les ouvriers»*. Mais pas un mot sur la *fonction* que remplissent ces gens, et la plupart du temps non sans zèle ; une manière de dire que demain, dans la société chère au PCF, ces fonctions, ils les conserveront tout entières, et même renforcées.

Comment interpréter alors le vœu des directeurs CGT que *«personnel et chef d'établissement doivent chercher les moyens des meilleurs rapports possibles»*. Ils l'expliquent ; chacun doit faire un petit effort de son côté : le chef d'établissement, *«tenir compte des dispositions statutaires, des organisations syndicales, du rôle de certains organismes (conseil d'administration)»* ; les personnels, ne pas croire toujours que *«le directeur est le responsable des difficultés ou qu'il détient les clés de la solution»*. Bref, faire fonctionner une sorte de concertation, car, selon le Groupement National des Directeurs, les situations tendues ne sont le fait que de *«cas limités»*, de *«quelques serviteurs zélés du pouvoir ou d'apprentis-tyrans»* et le plus souvent dans les oppositions, il faut *«faire la part des fonctions des uns et des autres, du caractère aussi des uns et des autres, des qualités et des défauts de chacun, des oppositions personnelles»*. On retrouve là la volonté de ne rien détruire des mécanismes et des formes de pouvoir dans les différents secteurs de la société, à l'école comme ailleurs. L'arrivée au pouvoir de l'union de la gauche, ne modifierait guère la situation dans les C.E.T:, comme le montre déjà l'attitude des directeurs ou inspecteurs de «gauche», (par exemple, pendant les grèves d'élèves).

correspondant

«LA MARSEILLAISE» ET LA PRISON D'ARENC

Dans le Quotidien du Peuple du lundi 6 juin, dans l'article sur la manifestation contre Arenc, qui s'est déroulée le 4 juin à Marseille, nous avons écrit dans le paragraphe intitulé «Les partis d'union de la gauche tombent le masque», que le journal local du PC "La Marseillaise", n'avait pas écrit une seule ligne sur cette action du Collectif Arenc.

En fait, ce journal avait bien écrit quelques lignes que nous avons bien fini par découvrir, entre une publicité pour une marque de meubles, et la rubrique nécrologique.

Ceci étant précisé, nous maintenons intrégralement le contenu de l'article en question, car une telle attitude du PCF, préférant mettre le prix du Jockey-Club en 1ère page, va tout à fait dans le sens voulu par le préfet de Marseille : étouffer le maximum de lutte exigeant la fermeture de cette prison que l'union de la gauche voudrait légaliser dès son arrivée au pouvoir.

10 millions :
Pour nos ennemis, ce n'est rien
Pour nous, c'est beaucoup
Souscrivez pour le Quotidien

LA MORT DE MIREILLE BRESSOLES NE TOMBERA PAS DANS L'OUBLI !

Près de trois semaines se sont écoulées depuis la mort de Mireille Bressoles, à l'hôpital de Dijon.

Mais «l'affaire Mireille Bressoles» continue. Jeudi dernier, à l'appel du comité de soutien, ses voisins, des employés de l'hôpital, des membres de son entourage et tous ceux qui l'ont soutenue dans sa lutte, se sont réunis pour tirer le bilan des manifestations entreprises au lendemain de son décès. Non, la mort de Mireille Bressoles ne tombera pas dans l'oubli ! *«Nous mènerons jusqu'au bout la lutte qu'elle avait engagée»*, disaient jeudi les travailleurs présents.

Morte quelques jours après avoir enfin obtenu sa réintégration au grade d'agent principal, au bout de cinq ans de combat, sa réhabilitation est encore à imposer et il reste d'établir clairement les responsabilités en ce qui concerne son décès. Une plainte contre X sera-t-elle déposée ? Ce sont ces jours-ci que la décision doit être prise. Bien des choses restent suspectes dans son décès. Et ses camarades tiennent à se battre pour mettre définitivement fin aux calomnies diffusées à propos de son combat depuis cinq ans. Un «livre blanc» doit être rédigé et diffusé au cours d'actions de popularisation, ces prochaines semaines.

Aujourd'hui du côté de la bourgeoisie auxerroise, l'ironie fait place au mutisme ; c'est le cas chez les médecins qui ont refusé d'apporter une assistance médicale à Mireille. Seul un cabinet s'y était décidé après 15 jours de grève de la faim. Et tout le monde a encore aux oreilles les commentaires sordides qui allaient bon train, dans ce milieu : *«La grève de Bressoles... cela lui fera du bien...»* . Le préfet est plus discret aujourd'hui qu'il y a un mois lorsqu'il se disait *«très rassuré par l'état des Bressoles, puisqu'elle pointe encore à l'ANPE !»*. Quant à

Soissons «incompétent» début mai pour «revenir sur une décision du conseil d'État», il a bien du mal à expliquer pourquoi cela s'est fait 21 jours plus tard ! Après s'être amusés pendant 5 ans à voir Mireille se battre dans des joutes juridiques, sa grève de la faim et sa fin tragique, les ont mis en mauvaise posture.

Le dossier accumulé contre Mireille c'est clair pour tous... est vide ! Début mai, Mireille Bressoles nous expliquait les accusations portées contre elle : *«Mis à part la grève que nous avions entamé en 72 et le fait que j'étais déléguée CGT, voilà les accusations qui me sont portées : j'aurais été hystérique... parce qu'un jour j'ai cassé un flacon de sang. Seulement voilà, ce sang était suspect et, outre l'avis du toubib, je ne voulais pas prendre de risque. Le reste est du même genre... on me reproche d'avoir raccommodé des rideaux à un malade en dehors de mes heures de service...»*. Mireille Bressoles était déléguée CGT et faisait trop savoir, au goût de ses chefs, qu'elle n'était pas d'accord avec la médecine pratiquée dans son centre de transfusion. Rappelons que deux personnes sont mortes à l'hôpital d'Auxerre durant cette période, et que Mireille Bressoles avait des choses à dire, à propos : *«Alors de là à me faire passer pour folle, vous comprenez c'est si facile»* disait-elle.

C'est justement pour rétablir les faits, pour défendre son point de vue qu'elle avait engagé son combat pour la réintégration. Quelques dizaines à occuper la mairie, la nuit du 14 avril, plusieurs centaines à la marche silencieuse le 25 mai, ceux qui soutiennent Mireille Bressoles sont de plus en plus nombreux. Et du même coup... ils en viennent à interroger ceux qui, prétendant la défendre, ont contribué à l'isoler.

72 : création d'une section syndicale CGT à l'hopital général où sévit la répression avec l'appui de la section CGT de l'hopital psychiâtrique.

Grève au centre de transfusion sanguine, où travaille Mireille, contre les heures supplémentaires.

Juin 72 : passage devant le conseil de discipline qui la révoque. Elle continue à travailler normalement, contestant cette décision.

De 72 à 77 : 5 ans de lutte solitaire, 5 ans à payer des avocats et à s'endetter.

73 : elle fait appel devant le tribunal, devant le conseil d'État qui confirme la décision du conseil de discipline.

7 mars 77 : elle entame la grève de la faim

22 mars : le comité de soutien, après avoir essuyé une succession de refus de médecins de la ville de l'assister, trouve un cabinet de médecins qui acceptent la surveillance médicale.

14 avril : occupation de la mairie par les organisations de soutien.

3 h 30 : vidage par la police.

15 avril : rassemblement à la Bourse du Travail, contre l'évacuation par les flics. La CGT n'y appelle pas.

2 mai : la bourgeoisie cède. La DASS reçoit une délégation des partis et syndicats de gauche CFDT, CGT, PS, PC, PSU.

9 mai : négociation avec des directeurs de l'hopital de Tonnerre où la DASS a proposé sa réintégration.

12 mai, au matin : négociation à la DASS d'Auxerre. Mireille a obtenu satisfaction.

12 mai, au soir : elle est transportée à l'hopital de Tonnerre par suite d'une brusque aggravation de son état de santé.

13 mai : elle entre dans le coma à l'hopital de Tonnerre.

15 mai : elle est transportée à la SAMU, hopital général de Dijon en hélicoptère. Son état est très grave.

20 mai : mort de Mireille.

25 mai : enterrement à Leugny, village de l'Yonne. Marche silencieuse sur Auxerre à laquelle participent 200 personnes.

LA POSITION DE CEUX DU «PROGRAMME COMMUN»

Ainsi, on se souvient que, alors que les forces policières chargeaient la mairie de Soissons pour l'évacuer de ses occupants venus protester en faveur de Mireille, les responsables de l'UD CGT s'étaient refusés publiquement à se joindre à toute protestation. Et ce n'est qu'après plusieurs semaines de grève de la faim qu'ils avaient fait connaître leur point de vue : «À cas humain, il faut trouver une solution humaine». Avec les partis de gauche, ils ne proposaient que de servir d'intermédiaires dans des négociations.

Se limitant à des questions au «Conseil général» et à des tribunes dans *«L'Yonne Républicaine»*, les tenants du «programme commun» qui n'avaient de cesse de rappeler qu'avec eux «des solutions humaines seraient trouvées» dans le cadre de «changements démocratiques», n'ont pas hésité à accuser, dans la ville, le comité de soutien, d'être responsable de la mort de Mireille Bressolles, par l'appui qu'il avait donné à son combat.

C'est aussi de tout cela dont ont discuté la semaine passée les amis et le comité de soutien à Mireille Bressoles, bien décidés à faire toute la lumière sur les faits : réhabiliter Mireille Bressolles en défendant le sens du combat qu'elle avait engagé, implique de montrer en quoi elle voulait défendre une médecine différente. Comme elle le disait elle-même : *«Au fond, si on m'a licenciée, c'est parce que je défendais les malades contre l'intérêt de l'administration, contre ce qu'est la médecine aujourd'hui...»*. Et en cela, le travail du comité de soutien qui s'engage nous concerne tous directement, travailleurs hospitaliers ou usagers de cette médecine du profit.

Claude VILLARD

DÉCÉDÉE... DES SUITES DE LA GRÈVE DE LA FAIM ?

Officiellement, après autopsie, Mireille serait décédée des suites de la grève de la faim. Cependant, d'après les premières observations cette explication n'est peut être pas totalement satisfaisante. Les médecins chargés de l'assistance médicale de Mireille, tout en ayant été tenus à l'écart du dossier médical, qui a précédé le décès, estiment «qu'au cas où ils seraient libérés du sceau du secret médical, ils auraient des choses à dire...».

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Lyon

44 TRAVAILLEURS INTOXIQUÉS DANS LES ÉGOUTS DEPUIS UN AN

Vendredi 3 juin en début de matinée, une équipe d'égoutiers procède à une opération de levage (ils extrayaient des déchets au fond d'un conduit) dans un égout visitable du quartier de Vaise, rue Gorge de Loup. Coup sur coup sept travailleurs ressentent de violentes migraines et sont pris de nausées. L'alerte est donnée et les sept malades sont amenés à l'hopital Edouard Herriot. D'après les analyses qui sont pratiquées, l'un d'entre eux présente des traces de perchlorethylène dans les urines.

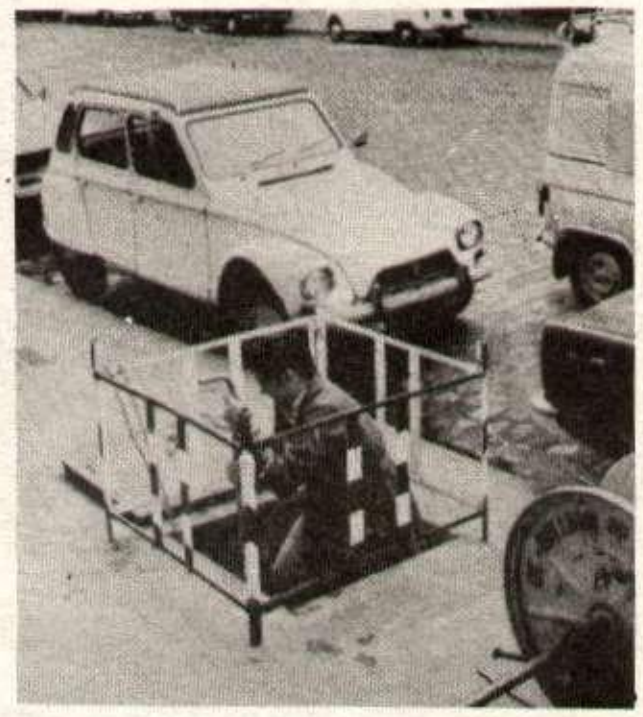
Depuis le 7 juin 76, treize égoutiers avaient été victimes d'une intoxication après avoir travaillé dans un collecteur.

Le 10 mai, dernier 4 égoutiers sont intoxiqués dans le souterrain de la rue du Plâtre, en plein centre de Lyon.

Au total, depuis un an, quarante quatre égoutiers ont été intoxiqués dans les égouts de l'agglomération lyonnaise. Pour cette dernière intoxication, c'est le déversements des nombreuses teintureries, pressings ex-garages et usines proches qui sont suspectés. L'usine Rhône Poulenc Textile (ex Rhodiaceta) est également toute proche, bien qu'apparemment elle n'évacue pas dans cet égout.

Les intoxications surviennent une fois de plus dans une agglomération qui est parmi les plus polluées de France. La concentration d'usines, souvent vétustes, cotoyant une industrie chimique très développée, l'absence générale de dispositifs de sécurité tout cela concourt à cette situation scandaleuse.

Les produits les plus toxiques sont déversés dans le réseau d'égouts par les industriels sans aucun souci pour la santé et la sécurité des travailleurs, sans séparation du reste des déchets, souvent sans neutralisation préalable des produits actifs.



Des conditions de travail particulièrement déplorables pour les égoutiers : aux produits toxiques s'ajoute le danger de contamination bactérienne.

LES CAPITALISTES DE LA PUBLICITÉ ET LE PCF

Roland Leroy : *«Nous serons des participants au Salon de la publicité quelle que soit la situation politique».*

Le dernier bulletin de presse du Salon de la publicité «Iam News» donne une place très importante aux déclarations du directeur de «L'Humanité» lors de sa venue au Salon. Annoncées aussi, les visites de Marie-Rose Pinoteau, administrateur de «L'Humanité», de André Carel, rédacteur en chef de «L'Humanité Dimanche», de deux directeurs de l'agence de presse du PCF «l'Agence Centrale de Presse», et de Michel Adime, directeur du développement.

A l'issue de sa visite, Roland Leroy, tout sourire au milieu d'un cortège d'hommes de trusts et de financiers rapaces, a déclaré : *«La publicité est une question qui préoccupe beaucoup «L'Humanité» et «L'Humanité-Dimanche», comme d'ailleurs toute la presse»* (bourgeoise aurait-il dû préciser). *«La publicité est une activité saine et naturelle, un très grand moyen d'«informations». «Au PCF, d'un point de vue général, nous sommes pour la publicité. Dans un pays comme le nôtre, l'essentiel c'est le pluralisme et par conséquent, le droit à l'information».* Dernière toute cette pommade passée aux marchands de mensonges et de camelote, le PCF guigne des recettes publicitaires par sa presse, argent issu de l'exploitation des travailleurs.

Une démarche et un langage que comprennent parfaitement nos publicistes, soucieux de prélever leurs profits à l'ombre de la «gauche» après 78, comme ils l'ont fait jusqu'à ce jour à celle de la droite.

OCCUPATION DU SIÈGE DE L'ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT DES ÉTRANGERS PAR LES SALARIÉS DEPUIS LE 31 MAI 1977

L'Association pour l'enseignement des étrangers est un organisme para-publique de formation des travailleurs immigrés, financé par le Fonds d'Action Sociale. Elle emploie 800 salariés en France dont 540 formateurs temporaires.

Depuis le 31 mai, le siège de l'Association, 32, rue de Pontièvre à Paris, est occupé jour et nuit par les salariés venus de toute la France, à l'appel des sections CGT et CFDT. De graves menaces pèsent sur l'avenir de l'AEE.

1. Licenciement d'une partie du personnel au 30 juin 77.

2. Démantèlement de l'association au 31.12.77. Ce démantèlement est voulu par le département population migrant, ministère du travail. La politique des pouvoirs publics, est de contrôler la main d'œuvre étrangère :

- Contrôle administratif et policier, circulaire Marcellin-Fontanet,

- Mises en place de structures visant à leur encadrement entre autres, par la formation (adaptation au poste de travail).

Les salariés de l'AEE ont toujours refusé de cautionner cette politique par :

- Une forte syndicalisation : 70 % de syndiqués CGT-CFDT ;

- Mobilisation des salariés depuis plusieurs annees : grèves, signatures d'accord d'entreprise, le 1er mai 76 ;

- Différentes actions en relation avec les salariés d'autres organismes de formation et services sociaux financés par le Fonds d'Action Sociale.

L'enjeu de la lutte est importante. Les travailleurs immigrés ne feront pas les frais de la crise. Ils ne sont pas responsables de la situation actuelle comme les pouvoirs publics essaient de le faire croire. Depuis plusieurs années, les travailleurs français et immigrés, se retrouvent de plus en plus côte à côte, dans les mêmes luttes et leur solidarité est devenue gênante pour le pouvoir en place.

Les sections syndicales d'une part, les confédérations d'autre part, continuent leur démarche pour obtenir très rapidement une entrevue avec Stoléru, secrétaire d'Etat pour le travail manuel, et chargé des travailleurs immigrés.

Par ailleurs, les salariés continuent l'occupation du siège et ont organisé vendredi 3 et samedi 4 juin, des journées «porte ouverte» pour populariser leur action.

Section syndicale CFDT
De l'AEE

Pendant que les légumes vont à la décharge publique

Les prix montent

Les prix des légumes et des fruits n'ont pas connu de baisse en ce début de semaine, comme Barre l'annonçait pourtant a qui voulait l'entendre. *«France-Soir»* n'hésitait pas à titrer *«N'achetez pas n'importe quoi»* reprenant le couplet de Christiane Scrivener. C'est la traditionnelle attaque contre les consommateurs, accusés de vouloir acheter n'importe quoi à n'importe quelle saison et de pousser ainsi à la hausse.

Pendant que les prix grimpent, on jette un peu partout des légumes à la décharge publique. Deux tonnes de carottes déjà emballées dans des sacs de un kilo ont été jetées hier à Nantes. De même pour les patates en Ardèche, dans le Puy-de-Dôme, à Lille, etc.

500 consommateurs sont venus choisir à Clermont Ferrand des patates qui allaient connaitre le même sort.

Pourquoi les patates sont elles vendues à 3 ou 4 F le kilo alors que des importations massives avaient été effectuées pour empêcher une hausse trop vive des prix après la sécheresse ? Au total 235 000 tonnes de pommes de terres des États Unis ont été importées des USA au prix de 1,15 F le kilo. Mais les négociants n'en ont commercialisé qu'une partie, pour empêcher que les prix ne s'effondrent et pour réaliser des profits importants... Aujourd'hui toutes les pommes de terre américaines ne sont pas écoulées.

35 000 tonnes restent en stock, plus ou moins bien conservées... Le négociant Delassus à Merville dans le Nord a jeté tout un stock de patates à la décharge publique après l'avoir arrosé de crésil et couvert de terre. Le prétexte avancé était que ces pommes étaient classées «impropres à la consommation» par le service d'hygiène.

Après vérification, cet argument s'averait totalement faux : le négociant détruisait les stocks pour faire monter les cours...

Le Comité National des Prix réunit par Barre doit annoncer aujourd'hui un certain nombre de mesures, dont on connait déjà le principe : taxation des intermédiaires, publication quotidienne de cours pratiques à Rungis.

Mais ces mesures, qui ont un but démagogique ne sauraient freiner la hausse. Elles ne concernent pas les puissantes centrales d'achat, montées par les grandes banques, qui s'approvisionnent directement à la production.

Et la structure capitaliste du marché des légumes secrète l'inflation. En attendant, la restriction des dépenses des travailleurs, se poursuit et c'est sur ce résultat, bien concret lui, qu'il faut juger la politique réactionnaire du pouvoir.

Fruits : la production d'été sera fortement publicitaire

Selon les prévisions du ministère de l'Agriculture, la production de pêches serait en baisse de 25 % par rapport à celle de l'an dernier, celle de cerises et d'abricots de 50 %. Les pertes risquent d'être plus importantes encore, les fruits continuant à tomber abondamment. Il faut donc s'attendre encore une fois à des prix chers et à des importations de fruits grecs et italiens. Déjà, en 74 et 75, les fruits avaient manqué au détail. Le verger français «vieilli» résiste néanmoins aux intempéries et produit des fruits de moins bonne qualité. La situation des arboriculteurs se détériore et avec l'entrée prochaine de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans le marché commun, le gouvernement va tenter probablement de limiter au minimum son aide financière pour le renouvellement des vergers...

Des bleus pour la rousse

10 policiers blessés à Grenoble : c'est le bilan d'un incident dû à l'acharnement de la police à séparer par la force deux automobilistes. Cinquante badauds qui se trouvaient là ont finalement réussi à neutraliser la police. Dix policiers ont dû malheureusement recevoir des soins, étant blessés. Ils ont tenté de tirer vengeance de l'incident en arrêtant 5 des badauds.

Manifestation de soutien aux travailleurs d'Amisol (Clermont-Ferrand)

En soutien aux travailleurs d'Amisol, une manifestation est organisée jeudi prochain par les organisations syndicales à Clermont-Ferrand. Plus de deux ans et demi après leur licenciement collectif, les ouvriers d'Amisol n'ont pas tous pu retrouver un emploi et soixante d'entre eux sont toujours au chômage, avec une «indemnité» de 300 F par mois. Douze travailleurs sont morts, tués à petit feu par l'amiante. Les syndicats CGT d'Auvergne viennent d'envoyer un sachet d'amiante à 200 élus de la région pour attirer leur attention.

PARMI VOS LETTRES

QUELQUES IDÉES SUR LE QUOTIDIEN

Camarades,
Voici quelques idées qui sont ressorties d'une discussion entre camarades sur le Quotidien du Peuple :
Sur les diverses rubriques :
—Les articles politiques sont d'une qualité plus grande mais ils ne sont pas encore assez vivants, ils font trop «pavés». Pour alléger le Quotidien, on pourrait être quelquefois moins long sur les articles qui portent sur la droite.

—La rubrique internationale est souvent une des plus agréables à lire, notamment lorsqu'il y a des interviews.
—Le feuilleton «Elise ou la vraie vie» n'est guère lu car il n'est pas accrocheur au début, même s'il peut le devenir par la suite.
—La rubrique critique-télé n'a pas une place suffisamment grande, notamment par rapport au *cinéma*, car, tandis que les travailleurs regardent pour la plupart la télé, combien vont au cinéma ?

D'une façon générale, la critique principale qui ressort, c'est que le Quotidien du Peuple, du point de vue de la présentation et de la mise en page apparaît trop chargé. Certains camarades pensent qu'il serait dommage de réduire le contenu en semaine, mais au contraire, il faudrait aller vers une augmentation du nombre de pages pour permettre une meilleure présentation ; chacun lit dans le Quotidien ce qui l'intéresse, donc il serait dommage d'en réduire le contenu. D'autres camarades pensent que l'important, pour notre organe central, c'est de permettre aux travailleurs de se forger un point de vue de classe sur l'actualité. Par rapport à cela, le fait de mettre plus de pages pour le week-end semble intéressante : le week-end, les travailleurs peuvent plus prendre le temps de lire ; on peut se permettre alors de passer des articles plus complets, des dossiers, par exemple une rubrique internationale qui ferait le point sur ce qui s'est passé dans le monde au cours de la semaine. En plus, c'est souvent le samedi et le dimanche que l'on fait des ventes larges du Quotidien ; pour les personnes qui achètent pour la première fois le Quotidien, cela leur permettrait d'avoir un point de vue plus complet sur le Quotidien et les positions de notre Parti.
Bon courage.
Salutations Communistes
Des camarades du PCR
de Thionville

Le journal vous semble trop chargé; pouvez-vous préciser cette remarque, par exemple en nous indiquant ce qui, dans sa présentation, lui donne cet aspect, et ce qui, à l'inverse, rend sa lecture plus attrayante ? De même, il serait intéressant que vous précisiez votre appréciation sur les «pages politiques» : avec l'annonce des licenciements à Usinor, vous avez été au cœur de la controverse sur les nationalisations au sein de l'Union de la gauche. Qu'a apporté notre étude sur cette question, comment a-t-elle répondu aux questions que se posent les sidérurgistes ? Où en sont leurs idées là-dessus ?

Nous comptons bien sur vous pour faire avancer notre point de vue sur ce sujet.

La Commune au jour le jour

UN TRÈS BON TRAVAIL

Oui, «La commune au jour le jour» est un très bon travail de vulgarisation et d'information vivante sur une période très courte et très riche que nous connaissons tous mal.

Grâce à l'image et à la différence d'un feuilleton habituel, on est constamment sollicité à nouveau, et même si on ne l'a pas pris au début, on peut, à tout moment, s'y intéresser.

C'est dommage que la qualité des images ait été médiocre, ce qui exclut toute rephotographie (pour montage, par exemple).

Il faudrait faire un document broché. Ce serait une nouvelle façon de faire connaître cet excellent travail et auprès des travailleurs et auprès des enseignants progressistes.

Oui, une voie nouvelle a été ouverte là par cette formule et il faudra la garder.

Félicitations ainsi qu'au Quotidien du Peuple.
Besançon

Vous avez été nombreux à nous écrire pour soutenir cette initiative nouvelle, qui partant du déroulement quotidien de la Commune, nous a fait suivre jour après jour cette première expérience de dictature du prolétariat, nous a rendu familier ce Paris ouvrier pour la première fois au pouvoir.

Une nouvelle voie ouverte ? Oui, car c'est un moyen précieux par lequel les travailleurs de notre pays peuvent se réapproprier leur passé. Nous espérons que, sur d'autres périodes de notre histoire, cette «Commune au jour le jour», donnera à beaucoup d'entre vous l'idée de nous écrire pour apporter leur contribution.

manifeste pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

Le 2e tirage de la première édition du «Manifeste pour le Socialisme» est à votre disposition. Passez vos commandes. Prix : 8 F + 2 F de port.

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Nom.....
Prénom.....
Adresse .....
.....
.....
Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :
en une fois .....
en trois fois (échelonné sur trois mois).....

NAUSSAC :

APPEL A LA RÉSISTANCE

«Je suis le doyen de cette vallée où je suis né il y a 80 ans. Je me suis battu en 1914 pour sauver la terre de France. Avant de mourir je ne voudrais pas voir le barrage détruire cette vallée, je me battrai à nouveau pour la sauver». Ainsi s'exprimait Pierre Masclaux, un paysan de Naussac lors d'une conférence de presse à Paris le 9 mai 77.

Le projet de barrage doit engloutir un village et plusieurs hameaux (180 habitants) 1280 ha de terres agricoles riches pour assurer le refroidissement des centrales nucléaires du Val de Loire devient réel.

LES 7 ET 8 AOÛT 76 : 6 000 manifestants marchaient sur le site du futur barrage.

LE 18 SEPTEMBTE 76 : La Somival (Société de mise en valeur de l'Auvergne et du Limousin) venue faire établir l'état des lieux de l'emplacement de l'édifice se heurte à un barrage de paysans. La route est ouverte par 120 gardes mobiles qui usent de la matraque : 5 paysans blessés.

LE 26 OCTOBRE 76 : La S.F.T.P. (Société Forézienne de Travaux Publics) dont Rocher (président d'«Aller les Verts» est le patron) met en place un premier chantier sous la protection des gardes mobiles qui patrouillent dans la région trois mois durant (...)

EN MARS 77 : Les élections sont significatives. Les maires de Langogne, Naussac tombent. De nouveaux maires anti-barrage sont élus ainsi que dans toutes les communes voisines concernées.

LE 11 AVRIL 77 : Trois arbres sont plantés sur l'emplacement du futur barrage par les mairies de Naussac, Langogne, Auroux.

Après avoir rappelé les nombreuses manifestations et actions d'opposition au projet du barrage, le communiqué poursuit :

Pendant ce temps, le Conseil d'État réaffirme sa décision de février 76 : Naussac = Utilité publique.

Pendant ce temps, le Conseil Général du Puy de Dôme (dont Quillot maire socialiste de Clermont) confirme sa position : pour le barrage à l'unanimité.

Pendant ce temps : *Lorèze Nouvelle»* journal local ouvre ses colonnes au préfet qui déclare : «Il y a des gens qui ont des problèmes difficiles, je les comprends».

«C'est un problème humain douloureux, renchérit le député lozérien Jacques Blanc, nouvellement promu par l'auteur de *«Démocratie Française»* au Secrétariat d'État à l'agriculture.
—De qui se moque-t-on ?
Où en est cette démocratie française ? (...)

—Contre le capitalisme féroce qui éventre les vallées, coupe les routes, les arbres, racle la colline, chasse les paysans, nous avons besoin de tous ceux qui ne font plus confiance au «progrès» aveugle tout électrique, tout nucléaire.

Venez participer à la marche Malville-Naussac-Larzac.

LES 2 ET 3 JUILLET 77 : Rassemblement à Naussac. Mise en place de l'occupation du site qui durera tout l'été.

LES 30 ET 31 JUILLET 77 : Rassemblement à Malville.

LES 6 ET 7 AOÛT 77 : Étape à Naussac de la marche Malville-Naussac-Larzac. Rassemblement sur le site du barrage : Pont de la Ponteyre. Ce week-end se déroulera dans le style de la marche du 7-8 août 76.

LES 13-14-15 AOÛT : Rassemblement au Larzac (...)

Comité de défense de la vallée de Naussac-Briges
48 600 Grandieu

SOUSCRIVEZ AUX 10 MILLIONS POUR LA TRANSFORMATION DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN

636.73.76.
DE 13 H A 18 H 30

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël **26e Épisode**

Anna, c'est une imagination démesurée qui se voit telle qu'elle n'est pas et se construit telle qu'elle se voit. Anna, pour Lucien, c'est un roseau fragile. Tout est fabriqué. Ses cheveux qu'elle crêpe, ses cils qu'elle colore, ce visage qu'elle façonne en collant ses cheveux sur les joues suivant une ombre bien calculée, ses yeux qu'elle dessine, son teint faux, ses seins pointus sous le tricot. Lucien est-il dupe? Aime-t-il l'image qu'elle lui offre ou la véritable Anna, ratée par le créateur, attendrissante dans ses efforts? Avec lui, elle peut user de tous ses effets. Elle s'est clouée au mur de son esprit comme un papillon rare. Et, prisonnière de l'image, elle ne se montre à lui que prête à jouer son rôle. Elle se lève la nuit pour défaire son visage ; elle se lève au petit jour pour le préparer.

Ils ont posé leurs valises, chacune contient les lettres de l'autre. Elle lui écrit « ta timide antilope » ou « ta femme-enfant ». Il lui répond «... comme une liane entre mes bras ».

Mais ce matin, quand je suis venue chercher mes affaires, je l'ai trouvée couchée encore. Lucien partant à cinq heures, elle n'avait pas eu besoin de bouger. Elle a bondi vers la chaise pour s'envelopper dans son manteau. J'ai vu l'os de l'omoplate pointer comme une aile, les cuisses maigres et le visage triste comme une plage d'où la mer s'est retirée.

Nous ne savons jamais que nous dire. Elle m'a offert du café. J'ai accepté, je l'ai épiée, j'ai scruté son ventre; il m'a paru normal et plat. Mais Anna ne parle jamais d'elle. J'ai quand même deviné son embarras et cela m'a fait plaisir. J'ai questionné :

— Et chez nous, fait-il meilleur qu'ici?

— Mais je n'en sais rien.

— Excusez-moi. Je croyais que vous arriviez de là-bas.

— Ah non.

— Vous avez mis longtemps à vous adapter à Paris?

« Elle va le dire à Lucien si je la questionne encore. » Nous avons parlé de Paris ; elle s'est excusée pour la chambre ; Lucien, a-t-elle dit, a insisté pour que je vienne dîner chez eux chaque fois que j'en aurais envie. Est-ce que je vais rester longtemps à Paris?

Elle me déroute et m'intimide. Avec Marie-Louise, c'était simple. Voilà que je la regrette.

Michel me conduisit au Foyer de la Femme. Chambre à deux lits, séparés par un lourd rideau. Un casier, une patère, un lavabo, une fenêtre sur la rue. Trois mille francs par mois. Tout cela me parut très bien, presque luxueux. Au rez-de-chaussée, il y avait une grande cuisine, ouverte chaque matin à six heures, où chacune pouvait boire un café au lait préparé la veille.

— For-mi-da-ble, dit Lucien. Tu auras de quoi vivre un petit mois, le temps de connaître Paris.

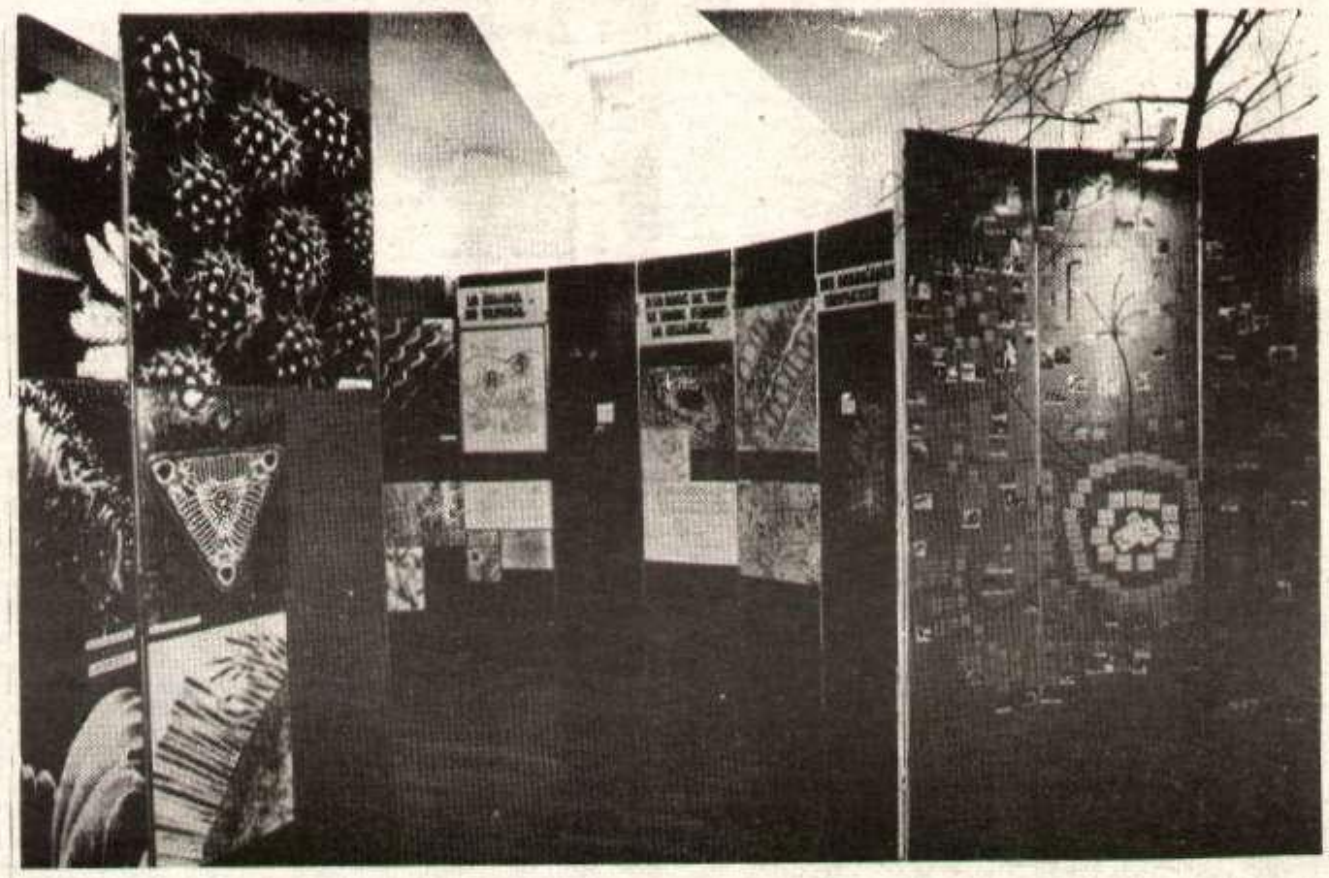
— Et toi, Lucien?

— Oh moi, dit-il, j'ai perdu pas mal d'heures cette quinzaine. Je vais aller trouver Henri. Il pourra peut-être me dépanner. Il ne te reste pas un petit quelque chose sur les cinq mille? Je te rembourserai vendredi. ...Sais-tu ce que nous devrions faire? Envoyer un petit souvenir à la grand-mère. Qu'en dis-tu ? Une tour Eiffel, un mouchoir...

(à suivre)

BLOC NOTES

L'HISTOIRE NATURELLE DE LA SEXUALITÉ AU JARDIN DES PLANTES



L'ovule n'a pas pu rentrer dans la salle des expositions du museum d'histoire naturelle du Jardin des Plantes de Paris. Le spermatozoïde, par contre, conçu pour se glisser partout, est là, impressionnant avec ses quelques sept mètres. A la place de l'ovule qui ne pouvait pas tenir dans ces murs, n'est représentée qu'une partie de sa circonférence. A l'intérieur de cette courbure, sur un écran de télévision portative on assiste aux premiers instants de la vie : l'accostage du premier spermatozoïde et les premières divisions cellulaires de l'œuf.

La sexualité est partout présente et agissante dans la nature, des plantes aux animaux. L'exposition passe en revue les mécanismes de la reproduction de centaines d'espèces végétales et animales. Pour en permettre une meilleure compréhension, ces histoires d'amour sont souvent racontées en bandes dessinées. On est surpris de l'ingéniosité des modes de rapprochements sexuels de certains invertébrés.

L'illustration des différenciations sexuelles est aussi abondante, surprenante que belle, toujours avec une explication simple et claire.

Après les mécanismes de la reproduction selon les espèces, les caractères sexuels secondaires, on en vient à la cellule, à la transmission du code génétique et à la division cellulaire.

L'exposition passe sans cesse de la sexualité de l'animal à celle de l'espèce humaine caractérisée par une maîtrise acquise avec la connaissance du phénomène, et par son expression culturelle. Si, à ce dernier niveau, l'exposition est toujours aussi riche et bien illustrée, les explications qui l'accompagnent passent totalement sous silence la dimension politique.

Les explications sur la maîtrise par l'homme de la reproduction des animaux, des végétaux et l'utilisation, pour la sélection des espèces, de cette maîtrise, si elles sont également intéressantes, sont teintées d'un moralisme qui n'a rien de scientifique.

S'il fallait faire un autre reproche à cette magnifique exposition, ce serait sa trop grande abondance. Il est impossible d'absorber en une seule visite la masse d'éléments donnés à voir. Cette abondance, malgré la grande ingéniosité et la diversité des modes d'explication, nuit certainement à la clarté de l'exposé. Heureusement, elle dure jusqu'à la fin de 1977, il est donc possible d'y retourner plusieurs fois si nécessaire.

Histoire Naturelle de la Sexualité au Jardin des Plantes de 10 h à 17 h
Prix des places : 5 F

Serge LIVET

Leur argent est secret
Le notre vient du peuple
Souscrivez pour les 10 millions

Programme télé

MARDI 7 JUIN

TF 1

12 h 00 - Jubilé de S. M. Elisabeth II
13 h 00 - TF 1 Actualités
13 h 45 - Restez donc avec nous
18 h 05 - A la bonne heure
18 h 35 - Les patapluches
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Graine d'ortie, *feuilleton*
19 h 15 - Le cas Lucas
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Histoire de l'aviation - «Le ciel en feu»
21 h 30 - La réforme de l'Éducation Nationale «Les Lycées d'Enseignement Général»
22 h 30 - Débat
22 h 55 - Journal

A 2

11 h 30 - Jubilé de S.M. Elisabeth II
13 h 35 - La télévision régionale
13 h 50 - Bergeval et fils, *feuilleton*
14 h 05 - Les après-midi d'Antenne 2
18 h 35 - Luno
18 h 45 - Flash d'information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les dossiers de l'écran : «Bienvenue M. Marshall», *film espagnol de Luis G. Berlanga (1952)*
22 h 30 - Débat : Des dollars pour sauver l'Europe
23 h 30 - Journal

FR 3

18 h 45 - Le club d'Ulysse
19 h 05 - Caractère
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - FR 3 Actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Western, film policier, aventure : «Les quatre mercenaires d'El Paso», *film italo-franco-espagnol d'Eugène Martin (1971)*

le quotidien du peuple

LA FRANCE DU CHÔMAGE

1 MILLION 500 000 DANS LES FILES D'ATTENTE

Un million cinq cent mille chômeurs. En septembre, quelques centaines de milliers de jeunes sortis des C.E.T. ou des classes pratiques, viendront grossir les files d'attente devant les agences de l'emploi : des faits qui suffisent à condamner le capitalisme, mais pas à l'abattre. Depuis la grande dépression des années trente, la classe au pouvoir a appris à désamorcer la bombe du chômage.

Différents types d'aides aux chômeurs sont octroyées pour éviter qu'ils ne se révoltent et pour les diviser. Transformés en assistés, isolés par tout un système d'aides qu'ils doivent constamment réclamer, les chômeurs, malgré leur nombre n'ont pas organisé de grandes luttes contre les responsables de leur condition. Dresser le tableau du chômage en 1977, montrer comment la classe dominante évite une explosion sociale, tirer le bilan des quelques luttes contre le chômage qui se sont menées ces derniers mois, et proposer sur la base de ces expériences, des objectifs de lutte, tels sont les axes de notre enquête.

Le nombre de travailleurs sans emploi ne cesse de s'accroître. Parmi eux, les jeunes, les femmes, les immigrés sont évidemment les plus frappés. Cependant, tirant les leçons du passé et pour se garantir contre les explosions possibles de cette gigantesque «armée industrielle de réserve», la classe bourgeoise a, dans une certaine mesure, réussi à camoufler cette dramatique situation. En même temps, elle s'efforce de faire oublier ses responsabilités. D'abord, en isolant les chômeurs, en cherchant à les culpabiliser, en les rendant responsables de leur situation et en favorisant par mille moyens l'esprit de «la solution individuelle». D'autre part, tout un système d'allocations diverses a été institué qui, en même temps qu'il est destiné à éviter la révolte des chômeurs poussés dans un trop grand dénuement, a également pour fonction de développer la «mentalité d'assisté».

C'est vrai que le chômage ne s'étale pas aujourd'hui dans les rues sous la forme de la misère la plus noire, comme c'était le cas par exemple avant-guerre.

Mais la réalité est là : d'après les statistiques officielles elles-mêmes, plus d'un chômeur sur deux ne touche aucune indemnité. Ceux qui en «bénéficient» ont dans la plupart des cas, tout juste de quoi survivre. Et celà pendant de longs mois. L'oppression des chômeurs prend aujourd'hui des formes plus sournoises, plus habiles. *«Ce qui me pèse le plus,* nous disait cet ancien syndicaliste sans travail, *c'est de me retrouver seul, à ne rien faire, à regarder ma situation se dégrader progressivement».* Quand il s'était retrouvé licencié, il avait peu à peu perdu tout contact avec ses camarades de travail et du syndicat.

La détresse morale conduisant parfois jusqu'au suicide, l'isolement, la culpabilisation, c'est ce que l'on retrouve dans les longues files des ANPE et dans les milliers de familles ouvrières durement éprouvées par le chômage. Pourtant, il existe une profonde révolte chez les chômeurs. Les privations, la solitude prolongée, provoquent chez ces hommes à qui la bourgeoisie interdit de travailler une grande colère. A certaines époques, cette révolte s'est exprimée dans de grandes luttes. Les «marches de la faim» par exemple, rassemblaient des masses de chômeurs, largement organisés dans des comités. Aujourd'hui, les directions syndicales, toutes affairées qu'elles sont à préparer l'arrivée de la gauche au pouvoir, ne se soucient guère d'organiser de manière efficace la lutte contre le chômage. Les initiatives intéressantes prises par certaines organisations syndicales de base sont le plus souvent ignorées par les directions confédérales, ou même carrément dénoncées.

Par ailleurs, diverses tentatives sont faites par certaines fractions de la bourgeoisie, pour tenter d'embrigader les chômeurs, de s'en servir comme masse de manœuvre, contre un éventuel gouvernement de gauche par exemple. Récemment, Chirac, prenant la parole à Sochaux, tentait de se faire passer démagogiquement pour «le champion de la lutte contre le chômage». De ce point de vue, la plus grande vigilance s'impose pour faire pièce à ces projets manipulatoires à caractère fascisant.

La nécessité s'impose d'engager un vaste mouvement de lutte contre le chômage. Cela implique que soient fixées des cibles précises et définis des moyens pour les atteindre. Les tentatives faites jusqu'à présent, notamment les comités de chômeurs, pour intéressantes qu'elles soient, connaissent d'importantes limites. Il faut en tirer le bilan et redéfinir des bases nouvelles pour la lutte. De même qu'il est important de dégager les enseignements des grandes luttes passées. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'enquête dont nous commençons aujourd'hui la publication.

Gérard PRIVAT

QUELQUES PERLES

«Ne serait-il pas éventuellement plus correct de ne retenir comme chômeurs que ceux qui ont droit à l'une des aides». (Quesnel, ancien directeur de l'ANPE). Cette suggestion éliminerait des statistiques les 58% de chômeurs qui ne touchent aucune aide.

Du même : *«Nous négligerons l'effet des demandes manifestées par les jeunes de 18 à 19 ans avant leur incorporation, considérant qu'elles n'ont pas le même caractère impératif et peuvent rester éventuellement insatisfaites».*

«Il n'y a pas de crise de l'emploi en France», (Chirac, *septembre 1974*).

«Le million de chômeurs ? Il faudrait savoir de quoi l'on parle !» (*Fourcade le 3 avril 1975*).

«Notre taux de chômage est le plus faible des pays industrialisés» (Giscard d'Estaing le 9 juin 1975).

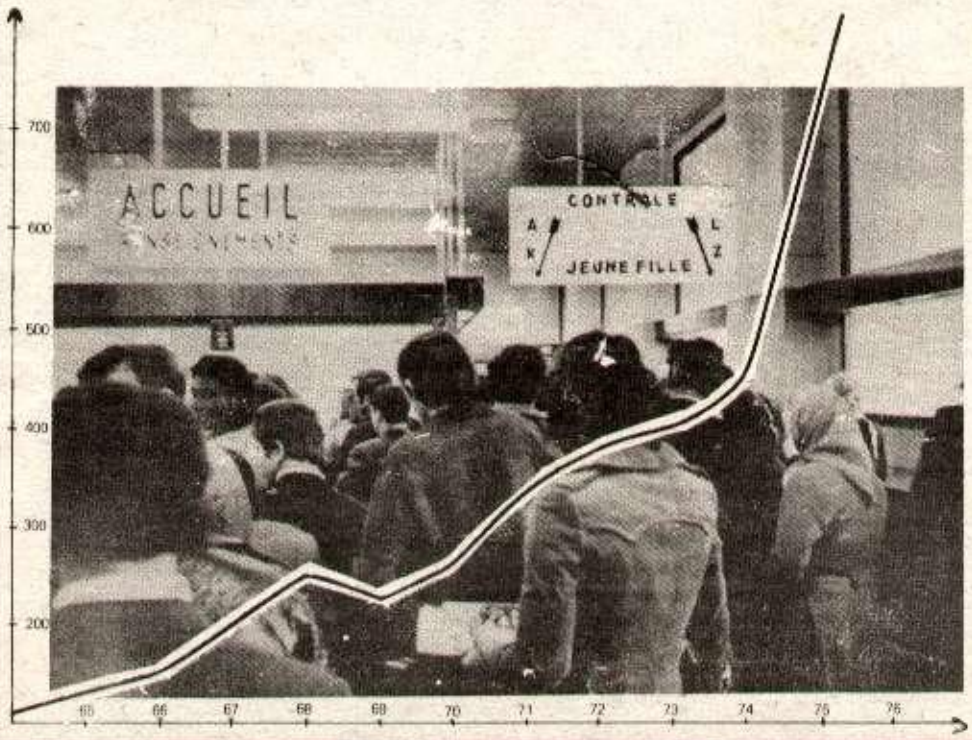
DES CHIFFRES POUR EMBROUILLER

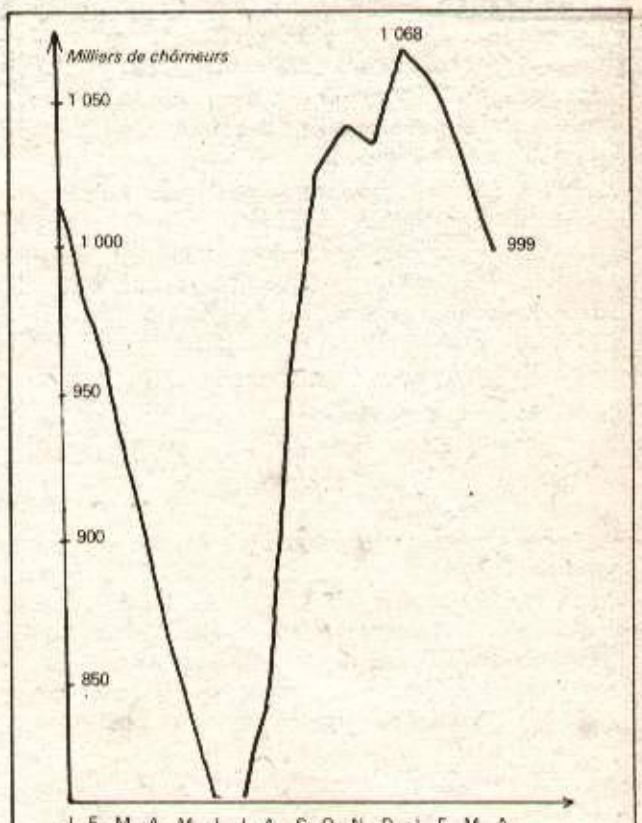
Combien y a-t-il de chômeurs en France ? Malgré la pléthore de fonctionnaires attachés à surveiller l'évolution du chômage et le foisonnement d'études statistiques, le gouvernement est incapable de fournir une réponse précise à une question qui elle, ne manque pas de précision. Dans ce domaine, on est dans le plus grand flou, les statistiques connues étant sensiblement différentes les uns des autres. Le but de ce flou statistique est de camoufler aux principaux intéressés, les travailleurs, la situation exacte du chômage et de la minorer, mais en même temps les diverses statistiques doivent permettre à la bourgeoisie de mieux connaître les caractéristiques qui l'intéressent, du volant de main-d'œuvre au chômage : qualification, âge, situation géographique... Et donc si ces caractéristiques, intéressantes pour les patrons qui veulent connaître l'état du réservoir de main-d'œuvre, sont relativement précisées par les statistiques, par contre beaucoup d'autres aspects du chômage qui leur importent peu sont laissés dans le vague, ainsi le nombre exact de chômeurs.

Les statistiques les plus communément citées comme reflétant la situation du chômage en France sont les «demandes d'emploi non satisfaites en fin de mois». Elles s'établissaient fin avril 1977 à 1 039 400. Il existe d'autres statistiques donnant une approche plus juste du chômage, celles par exemple prises en considération par le bureau international du travail, qui recense tous ceux qui recherchent un emploi qu'ils soient inscrits ou non à l'agence de l'emploi.

Une enquête annuelle de l'INSEE permet de l'apprécier, il s'agit de la somme de la population disponible à la recherche d'un emploi et de la population marginale disponible à la recherche d'un emploi (PMDRE), d'où l'on soustrait ceux qui ne recherchent qu'un emploi à temps partiel et ceux qui n'ont pas encore commencé à chercher un emploi. C'est ce chiffre que prend en considération la CGT et qui donne un nombre de chômeurs supérieur à 1 400 000. Encore peut-on considérer ce chiffre comme inférieur à la réalité puisqu'il exclut ceux qui, effectivement désireux de trouver un emploi, ont renoncé à en chercher un, en raison de l'importance actuelle du chômage. C'est le cas d'environ 100 000 personnes, en majorité des femmes.

Bien que très minoré, au regard même des organismes internationaux, le chiffre officiel de chômeurs : un million, est considéré par le gouvernement comme exagéré. Selon Beullac, il faudrait en soustraire les femmes qui peuvent se passer de travailler, leur place étant selon lui au foyer «comme madame Beullac», les jeunes avant leur service militaire et les chômeurs nouvellement inscrits... Giscard vient de recommander aux services de l'ANPE de *«prendre des mesures sévères pour supprimer les inscriptions abusives»,* c'est-à-dire de pratiquer un écrémage systématique des chômeurs jugés inintéressants. L'effort du gouvernement va donc continuer à porter non pas sur une amélioration du sort des chômeurs, mais sur leur élimination des statistiques.





Ce tableau représente l'évolution des demandes d'emploi enregistrées en fin de mois, de janvier 1976 à avril 1977, non corrigées des variations saisonnières. Après être passée par un maximum en fin d'année, la courbe des demandes d'emploi décroît en principe rapidement et passe par un minimum en juillet. Ensuite, l'arrivée des jeunes sur le marché du travail fait croître brusquement la courbe. Cette année, on peut remarquer que la décroissance des demandes d'emploi après janvier est bien plus lente que les années précédentes. Par rapport au même mois de l'année 1976, il y a environ 100 000 chômeurs de plus en 1977.

Le chômage, c'est une réalité que vous cotoyez tous, soit comme chômeurs, soit que vous connaissiez des travailleurs au chômage parmi vos proches, parents ou camarades. Pour parler de votre expérience, ou débattre sur comment lutter contre le chômage, vous pouvez téléphoner tous les jours de 19 h à 20 h, pendant la durée de la série chômage. Serge Livet ou Gérard Privat seront au téléphone pour vous répondre et discuter de vos témoignages et de vos propositions de lutte.